LUTTE OUVRIÈRE

Pour que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier

Hebdomadaire - 1 F | Parait le mercredi ● 11 décembre 1968 | N° 21

CORRESPONDANCES DES ENTREPRISES

RENAULT
SNECMA
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE
etc...

(voir pages 6, 7, 8, etc).

LES CONQUETES NOYEES

Affiche de l'Atelier des beaux-arts.

EXPROPRIONS LES SPECULATEURS

A l'appel des grandes centrales syndicales italiennes, les ouvriers romains et les étudiants se sont réunis le 5 décembre sur le Forum pour entreprendre une longue marche dans Rome.

(Photo A.F.P.)

ITALIE

Plus de gouvernement

mais l'état bourgeois demeure.

« SITUATION explosive en Italie » titrait L'Humanité **du jeudi 5 décembre. Avec le développement des luttes ouvrières et étudiantes au moment même où la crise ministérielle ouverte le 19 novembre se prolonge sans parvenir à se dénouer, elle le semble bien en effet.**

La démission du gouvernement Leone est due d'ailleurs en partie à l'agitation sociale puisqu'elle a suivi la grève générale de 10 millions de travailleurs italiens du jeudi 14 décembre et puisque le jour même où le Premier Ministre remettait sa démission au président de la République, Saragat, une nouvelle grève de tous les fonctionnaires se produisait également.

Depuis dans toute l'Italie les grèves et les manifestations n'ont pas cessé. Le Nord relayant le Sud, le Centre succédant aux deux, toutes les régions ont été touchées. Le mouvement a même pris encore plus d'ampleur la semaine dernière avec les événements de Sicile, des occupations d'usines et des lock-out à Milan et surtout la grève générale de Rome et du Latium. Cette semaine de nouvelles grèves sont prévues en Sardaigne, en Calabre et en Sicile.

Dans ce contexte, l'impuissance du système parlementaire prend encore plus de relief. Depuis le 19 novembre démocrates chrétiens et socialistes sont en pourparlers entre eux au sujet de la répartition des portefeuilles ministériels, sans parvenir à se mettre d'accord pour l'instant. D'autant plus que les différentes tendances à l'intérieur de chacun des partis — il y en aurait 8 dans la Démocratie Chrétienne — sont également lancées dans de savants calculs et de minutieuses négociations sur le même sujet.

Tout cela illustre d'autant mieux la crise du parlementarisme que le nouveau ministère a toutes les chances — puisqu'il est hors de question, à moins d'un nouveau développement de la crise sociale, de voir le parti communiste faire partie du gouvernement — de ressembler comme un frère à l'ancien. Il sera soutenu comme lui par la Démocratie Chrétienne et le Parti Socialiste de Nenni. Seuls les hommes qui en feront partie changeront peut-être... ce n'est même pas sûr. Et en tout cas certainement pas tous.

Ajoutons à cela que la présence de 30 % de députés communistes à la chambre est suffisante pour embarrasser le système parlementaire bourgeois mais tout à fait insuffisante en revanche pour ouvrir une perspective politique nouvelle à la crise actuelle.

De tous les côtés, pour tout le monde et pour toutes les classes sociales, la voie parlementaire semble bien conduire à une impasse.

Pourtant si l'Italie n'a pas de gouvernement, l'Etat bourgeois n'y a pas disparu pour autant. Grévistes et manifestants peuvent s'en rendre compte chaque jour. La dissolution du gouvernement n'a pas entraîné celle de l'appareil répressif chargé de maintenir l'ordre, c'est-à-dire les classes exploitées à leur place.

La police est toujours là. Et, fidèle à elle-même, elle remplit son rôle de chien de garde du capital tout comme si un gouvernement légal était en place. Point besoin de MM. Leone ou Rumor pour matraquer les manifestants ou fusiller les grévistes. Elle l'a bien montré lundi dernier 2 décembre en tirant sur une manifestation d'ouvriers agricoles siciliens et en tuant deux grévistes.

Pour une fois, et bien involontairement sans doute, la démocratie bourgeoise montre l'essence du pouvoir débarrassé des épiphénomènes ministériels par qui et pour qui il s'exerce.

Et c'est justement cela qui rend la situation « explosive » comme la qualifiait l'organe du P.C.F. Les travailleurs et les étudiants italiens sont opposés directement dans leurs luttes revendicatives à l'Etat bourgeois débarrassé de ses fioritures démocratiques. Ne risquent-ils pas de perdre eux-mêmes leurs illusions sur la démocratie bourgeoise ?

Déjà dans les manifestations qui ont suivi les assassinats de Sicile, en particulier à Rome, un mot d'ordre nouveau est apparu : « désarmement de la police ».

Certes nous ne sommes pas, semble-t-il, au début ni même à la veille d'une situation révolutionnaire en Italie. La volonté d'un réel bouleversement social est surtout affichée nettement, là comme dans bien d'autres pays, par les étudiants. Et la seule classe sociale qui pourrait la concrétiser, la classe ouvrière, demeure, dans sa majorité, sous l'emprise des bureaucraties stalinistes, ou réformistes, ou même chrétiennes, qui ne se soucient nullement de lui faire tirer tous les enseignements possibles de la situation.

Pourtant l'ampleur des luttes, les nouveaux objectifs que leur développement assigne aux travailleurs, montrent bien que la lutte de classe n'a pas disparu, comme certains l'ont cru ou plutôt souhaité, dans les pays capitalistes avancés. Après celui de la France il y a quelques mois, l'exemple de l'Italie le prouve aujourd'hui. Le prolétariat italien n'exploitera peut-être pas toutes les possibilités offertes par la situation actuelle. Nul doute pourtant que la lutte présente apprenne beaucoup à lui-même et à son avant-garde. Beaucoup d'illusions seront tombées. C'est déjà un pas énorme fait sur le chemin de la libération.

Rome, le 4 décembre : des milliers d'étudiants marchent via del Corso, pour protester contre les violences de la police à Avola.

(Photo U.P.I.)

A Barcelone, étudiants et policiers s'affrontent.

(Photo U.P.I.)

En Espagne la lutte continue. Après le drapeau rouge à Madrid Barricades à Barcelone.

EN Espagne la répression ne vient pas à bout des mouvements qui agitent ouvriers et étudiants Malgré l'arrestation et le prochain passage de 10 personnes en conseil de guerre, à la suite des manifestation des étudiants madrilènes, l'agitation universitaire s'est développée. Après le drapeau rouge sur la faculté des sciences de Madrid, c'est une barricade élevée à Barcelone, qui montre avec quelle détermination les étudiants affrontent le régime.

Des ouvriers manifestent aussi : dix-sept ouvriers travaillant pour la plupart aux usines de filature de Séville ont été arrêtés samedi 30 novembre. Tous faisaient partie d'un groupe d'ouvriers qui avaient manifesté « d'une manière subversive » à la sortie des usines.

Manifestation de centaines de jeunes ouvriers dans le quartier ouvrier de Vallescas à Madrid le 6 novembre au soir. Une voiture de police a été lapidée, plusieurs arrestations ont été opérées.

Le régime franquiste n'est pas au bout de ses peines !

A Barcelone, des étudiants forcent le passage à la Faculté de Médecine, fermée par les autorités.

(Photo U.P.I.)

« Lutte Ouvrière »

est en vente dans les kiosques et librairies

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous ceux qui apprécient notre effort pour tenter de mettre sur pied une presse ouvrière et qui le jugent nécessaire pour l'information des travailleurs de nous aider.

Nous leur demandons de faire le maximum pour diffuser ce journal autour d'eux, auprès de leurs amis et connaissances.

Nous signalons d'ailleurs à ce sujet que « Lutte Ouvrière », diffusée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, est en vente dans un très grand nombre de kiosques et de librairies, aussi bien à Paris qu'en province.

Nos lecteurs peuvent donc se le procurer régulièrement auprès de leur marchand de journaux habituel. Si celui-ci ne le reçoit pas encore, il lui est cependant toujours possible de demander immédiatement un service régulier auprès des N.M.P.P.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A

Michel RODINSON

INITIATIVE SOCIALISTE

54, rue Monsieur-le-Prince, 75-Paris-6e

ATTENTION !

TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :

Michel RODINSON

C.C.P. Paris 6851-10

Belgique :

Les étudiants bruxellois engagent la lutte

Une scène près du campus universitaire, suite aux incidents survenus lors de la conférence faite par M. Louis Armand, le 3 décembre.

(Photo A.F.P.)

A la suite des incidents du mardi 3 décembre où des étudiants étaient venus manifester à la conférence que tenait M. Louis Armand en compagnie de M. Spaak, du roi et de nombreux policiers, de violents heurts se sont de nouveau produits à l'Université libre de Bruxelles.

Lors de cette conférence, des étudiants s'étaient vigoureusement élevés contre le fait que l'on avait, pour l'occasion, fait pénétrer la police à l'intérieur de l'université. Si bien que l'on avait pu voir les organisateurs de la conférence, à l'issue de celle-ci, relevant sans dignité les pans de leurs habits, s'enfuir par une fenêtre, pour éviter de recevoir la douche que des contestataires leur réservaient s'ils s'étaient avisés de vouloir passer par la porte.

A la suite de ces incidents, des étudiants vinrent assiéger le recteur dans son bureau, pour réclamer que l'on ne voie plus jamais de policiers à l'université.

Ce digne homme qui n'avait sans doute pas en mémoire les mésaventures que son collègue de la Sorbonne eut en mai, ne fit d'autre réponse que de décrocher son téléphone pour appeler la police.

Mais les étudiants n'avaient nullement l'intention de se laisser faire. Pendant 6 heures, à quelques centaines, ils menèrent une lutte acharnée contre les policiers qui tentaient de les disperser à la matraque et à la grenade.

En Belgique aussi il existe depuis longtemps un malaise à l'université. Mais les provocations auxquelles se livre l'administration, et les moyens que le gouvernement belge envisage pour résoudre la crise à l'université ne peuvent que renforcer les rangs des contestataires.

A Bruxelles, les gendarmes prêts à tirer des grenades lacrymogènes sur les étudiants expulsés du centre administratif qu'ils avaient occupé le 4-12-1968.

(Photo U.P.I.)

Ce qui fait trembler Johnson

LORSQUE 500.000 soldats américains vont « casser du Viet » pour défendre les intérêts du « monde libre » quelque part autour du 17e parallèle, cela s'appelle une guerre, et ceux qui y laissent leur peau ont droit aux honneurs de la patrie reconnaissante.

Lorsque la police tire dans le tas pour calmer ces « sales nègres » qui déclenchent émeute après émeute dans les ghettos des grandes villes américaines, là aussi ils ne font que leur devoir, et ils sont considérés comme d'honnêtes citoyens — du moins par certains. Il est vrai que parfois, ils se laissent aller à des excès, si l'on en croit le rapport sur les violences qui ont éclaté en août dernier lors de la Convention Démocrate à Chicago. Ce rapport conclut en effet à la responsabilité de la police de Chicago dans les émeutes qui se sont alors déclenchées. Précisons que les policiers de Chicago, ayant sans doute fort peu le sens des nuances, avaient commis la maladresse de s'en prendre non à des Noirs — chose tout à fait admise — mais à des journalistes... L'affaire a fait du bruit ; mieux valait encore reconnaitre les excès de la police pour désamorcer le scandale.

Or, quelques jours après la publication du rapport condamnant la police de Chicago, Johnson tient un discours devant la Commission présidentielle des Droits de l'Homme dans lequel il déclare en substance : « Il faut libérer les hommes de la violence ». Fort bien direz-vous, après l'annonce de l'arrêt des bombardements au Nord-Vietnam, voilà que le Président des Etats-Unis décide de quitter la Maison Blanche en beauté.

Mieux vaut tard que jamais. Même une déclaration de bonnes intentions en la matière serait déjà appréciable.

Mais ceux que Johnson condamne ne sont ni les G.Is qui pilonnent les villages vietnamiens, ni les flics sanguinaires de Chicago ou d'ailleurs, ni le Ku-Klux-Klan qui poursuit impunément ses actes de barbarie dans les Etats racistes du Sud. Car ce beau monde fait partie d'un tout qu'on appelle la civilisation américaine, et sur qui les petits pays du « monde libre » doivent prendre modèle.

Non, ce qui fait trembler Johnson, ce qui le fait craindre pour « les sociétés démocratiques à l'édification et au perfectionnement desquelles tant d'hommes ont consacré une telle somme de travail » (sic), c'est l'agitation étudiante et lycéenne qui gagne à son tour les Etats-Unis, de New-York à San Francisco.

A vrai dire, cette agitation n'est pas chose nouvelle aux U.S.A. C'est même de là que sont parties les premières grandes manifestations étudiantes de ces dernières années avec les « sit-in » (occupations) à l'université de Berkeley. Depuis longtemps il existe aux Etats-Unis un mouvement étudiant qui s'est mobilisé sur l'intégration raciale, puis sur la guerre au Vietnam.

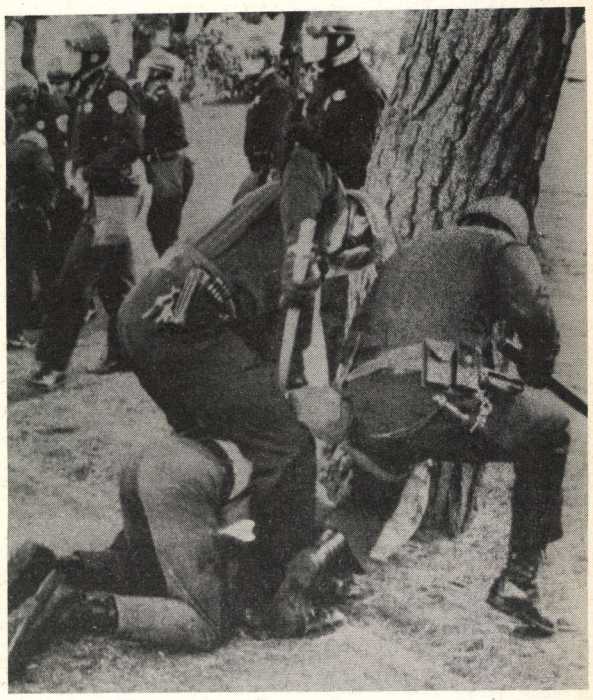
Ce qui est nouveau dans le présent mouvement des étudiants et des lycéens, c'est qu'il semble avoir pris une nouvelle inspiration de l'exemple donné par leurs camarades des autres pays. La contestation a pris un tour nettement plus violent. Il faut dire que dans la plupart des cas, ce sont des étudiants noirs qui se sont mobilisés, sur des problèmes de ségrégation raciale (nombre limité de noirs admis dans les universités - tracasseries policières envers les étudiants de couleur, etc.). Dans les lycées et les écoles, notamment à New-York, ce sont encore les élèves noirs qui se sont mobilisés, en particulier contre les enseignants blancs racistes (voir à ce propos la grève des instituteurs new-yorkais - Lutte Ouvrière n° 16). Des instituteurs sont chassés : manu militari, tandis que d'autres préfèrent partir d'eux-mêmes. A Boston, le syndicat des instituteurs a décidé de boycotter une école par trop agitée.

Ainsi même aux Etats-Unis, les jeunes se mettent à réclamer une instruction égale pour tous — sans discrimination de race — et prétendent choisir leurs maitres et professeurs. Faut-il vraiment que la civilisation américaine, tant chérie par Johnson, soit au bord de la catastrophe !

Si les Noirs se mettent à revendiquer sur les bancs de l'école, et si des Blancs se mêlent de les soutenir, comment va-t-on pouvoir dresser tout ce monde-là à respecter l'ordre établi ? Il faut débarrasser les hommes de la violence, a dit Johnson. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Lorsqu'un flic matraque un noir, il fait, paraît-il, son métier et il est dans son droit. Lorsque le noir refuse de se laisser matraquer et se défend, il commet un acte de violence, et il est dans son tort, selon le droit du flic matraqueur. Voilà ce qu'aurait dû expliquer Johnson. Mais le plus difficile est maintenant de le faire admettre à ceux qui n'ont pas d'autre moyen, pour lutter contre la violence, que d'utiliser eux-mêmes cette violence, et qui utilisent cette violence pour avoir enfin le droit d'être traités comme des hommes.

San Francisco : Au campus, des élèves font un barrage pour tenter d'arrêter 300 policiers envoyés pour disperser une manifestation d'étudiants.

(Photo U.P.I.)



... Et la suite.

(Photo U.P.I.)

MAROC

La grève des mineurs de Khouribga

Depuis 47 jours l'exploitation souterraine des phosphates de Khouribga, au Maroc, est paralysée par une grève totale et illimitée que mènent avec constance et acharnement plus de 6.000 mineurs.

Hormis la grève historique de 1948 qui s'est terminée par un massacre général des travailleurs, jamais les phosphates n'ont connu un mouvement d'une telle ampleur. Comment les mineurs en sont-ils arrivés là. Pourquoi pas un seul mot sur cette grève n'a été soufflé ni par la presse écrite ni par la radio nationales ?

SUR LES AVANTAGES ACQUIS

Depuis plus d'un an, la politique constante de la Direction a été de rogner quotidiennement sur les droits acquis des travailleurs. Une simple énumération donnera une idée de l'ampleur de cette politique :

1. la prime annuelle de rendement a été réduite de 10 % pour l'ensemble des travailleurs et de plus de 33 % pour une certaine catégorie d'anciens agents.
2. la suppression d'une prime de 5 % accordée aux tâcherons.
3. le non-paiement des jours fériés tels que la fête du mineur (4 décembre) et le 1er Mai.
4. la suppression de la gratification de l'Aïd El Kebir.
5. la réduction de la majoration des heures supplémentaires.
6. la suppression des bourses scolaires.

Des décisions qu'on qualifierait de ridicules et de mesquines si elles ne dénotaient l'intention manifeste de la Direction d'humilier l'ouvrier, ont été prises, telle celle de fermer les douches le dimanche.

Enfin, la Direction a opposé le refus le plus catégorique à toute négociation; les délégués ont été empêchés d'intervenir; la correspondance est restée sans suite; on refusait de **reconnaitre** le syndicat.

LES AVERTISSEMENTS

Malgré toutes les entraves, l'U.M.T. (1) a toujours pris ses responsabilités et n'a cessé d'attirer l'attention de la Direction et des responsables à tous les niveaux ; des motions furent votées, des lettres écrites et restées sans réponses.

Las, les travailleurs sont passés à l'action en décrétant une grève générale d'avertissement de 24 heures, le 12 août 1968. Tous les moyens ont été utilisés pour briser la grève, mais vainement.

Des réquisitions, des arrestations, l'occupation du local syndical, par les forces armées, des condamnations par fournées, rien n'y fit, la grève réussit et faillit d'ailleurs dégénérer en émeute devant les provocations répétées, si ce n'était le sang-froid des travailleurs et des dirigeants syndicaux.

Mais l'avertissement ne fut pas entendu et la politique de répression continua. Jusqu'au 26 septembre ou la grande grève commença.

LA GREVE

Depuis 47 jours, les recettes II, IX et Beni Iddir sont paralysées. Pas un seul gramme de phosphate n'en est sorti.

Plus de 6.000 grévistes, 6.000 hommes déterminés à défendre leur pain et leur dignité. La répression ni l'intimidation n'ont rien pu contre leur ferme décision. Des délégués ont été emprisonnés, d'autres (plus de 20) ont été mutés de Khouribga (en d'autres temps, on aurait appelé cela une condamnation à l'exil) ; des menaces quotidiennes sont lancées aux travailleurs, telle celle que vient de faire le Directeur général de l'O.C.P. dans sa note N° 282 où il dit, entre autres : « je tiens donc à déclarer que, compte tenu de la nécessité d'assurer le fonctionnement normal du Centre, des mesures de toutes natures, **notamment l'embauche de nouveaux ouvriers,** vont être prises au plus tôt, pour mettre fin à la présente situation ».

Et dire que la Charte des Libertés Publiques et la Constitution, et toutes les lois en vigueur, reconnaissent expressément le droit de grève, mais le Directeur général s'en moque et il n'est pas le premier.

LE COMPLOT DU SILENCE

Depuis 47 jours que dure la grève, aucun journal, ni radio à l'intérieur du pays n'en ont parlé. Des démentis même ont été faits à des journaux qui ont rapporté la nouvelle.

Mais la persévérance et la détermination des travailleurs sont venues à bout de ce mur du silence. Des radios internationales et des journaux étrangers ont décrit la lutte des phosphatiers, et un vaste mouvement de solisarité de la classe ouvrière internationale s'est dessiné en faveur de nos camarades.

Les cheminots, lors de la réunion de leur Conseil National du 2 novembre 1968, ont écrit une lettre au Directeur général de l'O.N.C.F.

De leur côté, les travailleurs des carburants n'ont pas manqué de soutenir fermement leurs camarades phosphatiers, lors de la réunion de la Commission administrative de leur Fédération le 3 novembre 1968.

Enfin le Conseil National de l'U.M.T. du 9 novembre a fermement pris la décision de préparer une action d'ensemble pour soutenir les légitimes revendications des mineurs de Khouribga.

Ainsi se présente la situation en ce 47e jour de grève : d'un côté des milliers d'hommes résolus à défendre leurs droits et leur dignité, soutenus par toute la classe ouvrière marocaine et internationale, et de l'autre une direction bornée, rétrograde, basant toute sa politique sur l'exploitation et la répression.

Mais quelle que soit la durée du mouvement, quel que soit l'entêtement de la Direction, les phosphatiers vaincront car les masses en lutte sont invincibles.

(1) UMT : Union Marocaine du Travail.

ISRAEL

Rien n'arrêtera le peuple arabe palestinien

LA tension a brusquement monté au Moyen-Orient à la suite des attaques perpétrées par les forces armées israéliennes contre des objectifs, civils ou militaires, situés en territoire jordanien. Tout d'abord dans la nuit du 1er au 2 décembre des commandos parachutistes israéliens ont fait sauter les ponts (ferroviaire et routier) de Karak qui sont une des pièces maitresses des voies de communication entre la mer Rouge et Amman, la capitale de la Jordanie. Dans le même temps, dans le nord du pays, l'artillerie lourde israélienne pilonnait la ville d'Irbid et l'aviation de l'état hébreu bombardait le village de Kfar Youba situé dans la même région.

La nuit suivante l'aviation israélienne bombardait à nouveau la région d'Irbid faisant une trentaine de morts parmi les habitants des villages de Kfar Assad, Quam et Samar.

Enfin le mercredi 3 les bombardiers et les chasseurs à réaction d'Israël détruisaient partiellement les cantonnements des unités irakiennes stationnées en Jordanie.

Il faut remarquer que chacune de ces attaques étaient qualifiées par les autorités israéliennes d'opérations de représailles à la suite de bombardements de kiboutzim frontaliers. Mais en soi cette explication n'explique rien. Depuis maintenant vingt ans les incidents de frontières n'ont cessé de se multiplier entre Israël et ses voisins et jamais on n'a vu un tel déploiement de forces en réponse à de tels incidents. En agissant comme ils l'ont fait, les militaires israéliens ont donc voulu faire la démonstration de l'efficacité de leurs troupes à la fois pour l'opinion mondiale, celle des pays arabes et aussi de leur propre population.

Et la presse israélienne ne s'est pas trompée sur la signification exacte des actions militaires de son armée. Les trois attaques ont été qualifiées d'avertissement sérieux au roi Hussein pour l'obliger à choisir entre la paix avec Israël ou le soutien aux organisations de résistance palestinienne.

D'après les autorités israéliennes un accord aurait été signé le 16 novembre dernier à la suite des accrochages entre des commandos palestiniens et les troupes bédouines d'Hussein. Selon cet accord l'armée jordanienne porterait main forte aux Palestiniens dans toutes leurs attaques contre le territoire israélien ou les zones occupées par Israël.

Mais que cet accord existe ou n'existe pas ne change rien à l'affaire. Hussein, créature de l'impérialisme anglais, n'aide les palestiniens que contraint et forcé et il n'attend qu'une occasion pour les trahir et les remettre à la raison grâce à ses troupes bédouines. Et cela le gouvernement israélien le sait bien, peut-être même donne-t-il par ces attaques militaires des prétextes à Hussein pour justifier sa répression anti-palestinienne. Ce n'est donc nullement le « soutien » d'Hussein aux Palestiniens qui est en cause.

Mais les autorités israéliennes ont de plus en plus de mal à expliquer à leur propre population, les succès que remportent les organisations palestiniennes auprès des Arabes d'Israël et de ceux des territoires occupés. Des attentats comme ceux de la gare routière de Tel Aviv ou du marché de Mahné-Yeouda à Jérusalem ont eu un impact considérable dans la population juive. Les résistants palestiniens ont fait la preuve par ces attentats qu'ils étaient capables de frapper en plein cœur n'importe quelle ville d'Israël.

De plus la population palestinienne de Cisjordanie est en ébulition constante. Les manifestations succèdent aux grèves et les attentats aux attaques des commandos palestiniens.

Vis-à-vis de cette population mobilisée contre l'occupant, l'armée israélienne ne peut pas grand chose. Des centaines de Palestiniens ont été arrêtés, d'autres placés en résidence surveillée. Des maisons appartenant aux résistants ou à leurs familles ont été détruites par les troupes israéliennes, des camps de réfugiés rasés.

Mais toutes ces actions de répression n'empêchent pas les Palestiniens de continuer la lutte. On parle même aujourd'hui en Israël d'introduire la peine de mort pour les attentats politiques afin de décourager les jeunes Palestiniens de s'enrôler dans les organisations de résistance. Mais même si elle est adoptée cette mesure risque d'être totalement inefficace. L'histoire de toutes les guerres coloniales a prouvé que ce n'est pas la peur de la mort qui pouvait empêcher des peuples de lutter pour leur liberté.

Incapables donc de juguler la résistance intérieure, les autorités israéliennes ont donc décidé de frapper à l'extérieur, en expliquant à la population juive que si la résistance se renforce chez les Palestiniens ce n'est nullement grâce à une quelconque mobilisation populaire et à une haine grandissante contre l'occupant mais uniquement parce que des éléments « troubles » de la population arabe reçoivent l'appui des autorités jordaniennes. Du même coup elles espèrent que le gouvernement jordanien se chargera de museler les Palestiniens.

Ce raisonnement s'apparente d'ailleurs beaucoup à celui des colonialistes français qui expliquaient que la résistance algérienne n'existait que grâce à l'appui du Maroc et de la Tunisie aux « rebelles » et à celui que tiennent les officiels américains pour qui le Front de Libération du Sud-Vietnam n'est qu'une création artificielle du Nord.

Mais un tel raisonnement ne tient pas compte de l'élément le plus important de la résistance arabe, c'est-à-dire de la mobilisation populaire que ni Hussein ni Eschkol ne peuvent abattre. Et c'est pourquoi toutes les attaques possibles des Israéliens contre la Jordanie, l'Egypte ou autre pays arabe frontalier n'empêcheront pas le peuple arabe de Palestine de continuer la lutte pour sa libération.

A BAS L'AUSTÉRITÉ pour les travailleurs et les petites gens

Faisons payer les spéculateurs en les expropriant

L'INDECENT cynisme du régime et de ses porte-paroles officiels et officieux ne connait plus de bornes. Pas un jour sans qu'un ministre, un secrétaire d'Etat ou un autre valet du capital ne vienne prêcher, supplier ou menacer. Pas un jour sans que le Figaro **ou** le Parisien Libéré, la Nation **ou** France Soir **ne déversent mensonges éhontés, appels hypocrites et explications stupides.**

Il faut sauver la monnaie, il y va de l'intérêt de chacun, les travailleurs doivent être réalistes, ils doivent comprendre... Si le ton varie, la rengaine est toujours la même. Le franc est menacé, il s'écroulera si les travailleurs n'acceptent pas de se serrer la ceinture, s'ils ne baissent pas la tête, s'ils ne redoublent pas leur ardeur au travail, sans réclamer, sans rechigner.

Il a suffit que la menace d'une grève se dessine chez Renault pour que l'hypocrisie criarde redouble d'ardeur. La « courageuse décision » de de Gaulle de ne pas dévaluer serait menacée si les travailleurs n'acceptaient pas leur part de sacrifices.

Et pendant ce temps-là, pendant que les prix montent et que le pouvoir d'achat des travailleurs baisse, la presse, enregistre avec satisfaction que les capitaux partis en novembre rentrent. Tant de millions hier, tant de millions aujourd'hui. Les capitaux des spéculateurs sont accueillis en enfant prodigue ; ils ont fait beaucoup de mal, mais tout leur est pardonné à leur retour.

Certes, Ortoli déclare que « les spéculateurs en ont été pour leurs frais ». Bien sûr, ils n'ont pas empoché les 10 % voire 20 % de bénéfice qu'ils escomptaient d'une dévaluation. Mais ils peuvent ramener impunément leur argent quand ils le désirent et s'ils le désirent, quitte à recommencer la spéculation à la prochaine occasion. En attendant, ils investissent leurs capitaux ailleurs.

Ainsi ceux dont la spéculation a mené le franc au bord de l'écroulement sont les seuls à ne pas payer les conséquences de la crise monétaire. Seuls doivent payer ceux qui n'avaient et ne pouvaient avoir de compte en banque en Suisse ou en Allemagne, ceux qui n'avaient pas de millions à transformer en marks ou en or : ouvriers, petits paysans, petits commerçants.

« L'intérêt commun » exige, nous dit-on, que le gouvernement sauve la monnaie, qu'il trouve l'argent nécessaire pour colmater la brêche ouverte par les spéculateurs.

Sa solution, il l'a donnée. C'est la politique d'austérité. C'est la limitation du pouvoir d'achat des travailleurs. C'est la hausse des impôts indirects, la hausse des prix. Et c'est en même temps l'aide accordée aux capitalistes pour qu'ils puissent conquérir de nouveaux marchés à l'étranger.

Les travailleurs ne veulent pas de ce sauvetage-là. Ils refusent la politique d'austérité. Ils refusent de payer pour les ratées de la machine de l'économie capitaliste. Ils refusent de payer pour et à la place des spéculateurs.

Si le sauvetage du franc nécessite de l'argent, cet argent ne manque pas. Il s'en trouve précisément chez ceux qui ont spéculé. Et les spéculateurs, le gouvernement les connait. Les millions qui ont traversé la frontière dans un sens et qui la retraversent maintenant dans l'autre, laissent des traces. D'ailleurs comment, sinon, les grandes banques pourraient-elles jour après jour rendre si fidèlement compte du nombre de millions rentrés ?

Cet argent ne se déplace pas tout seul. Il rentre et il sort du compte d'hommes en chair et en os. Ces hommes-là sont, dans l'immédiat, les responsables de la crise monétaire. Qu'ils payent. Et pas seulement sur les capitaux qu'ils ont mis de l'autre côté de la frontière et qu'ils peuvent ne pas rapatrier ; mais sur tous leurs biens, sur tous leurs capitaux. Que l'on saisisse les biens des spéculateurs, l'on trouvera, et au-delà, l'argent que le gouvernement veut récupérer sur les travailleurs.

Le gouvernement a les moyens techniques de connaître sans exception tous les grands spéculateurs, ils les connait déjà, puisqu'il peut, au jour le jour, donner des statistiques sur les capitaux qui rentrent.

Mais il ne veut, il ne peut rien contre eux. Il est leur gouvernement, ce sont eux qu'il a défendu en mai et juin, qu'il défend aujourd'hui et défendra demain.

Ce n'est que très exceptionnellement, quand les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie sont menacés, ce n'est que dans ces cas-là qu'un gouvernement capitaliste, peut se résoudre à restreindre le droit le plus sacré du capital : celui de rapporter du profit à son détenteur. Et après tout, spéculer n'est-ce pas une façon de faire « fructifier son argent » ?

Le gouvernement a refusé même la vague enquête parlementaire sur les responsables de la spéculation, proposée au départ par un député U.D.R. Ce n'est pas qu'une telle enquête ait pu aboutir à grand chose, mais le gouvernement ne tenait pas à la moindre équivoque : s'il est prêt à s'attaquer aux porte-monnaie des travailleurs, il n'en veut point aux coffres-forts des capitalistes, fussent-ils spéculateurs.

On ne peut pas demander aux serviteurs de la bourgeoisie de frapper les bourgeois. On ne peut pas demander au gouvernement des exploiteurs de faire payer les exploiteurs.

De Gaulle essaie d'imposer sa solution pour sortir des problèmes actuels, une solution qui convient à sa classe. Il ne saurait en être autrement. C'est pourquoi les travailleurs ne doivent pas être dupes des appels à « l'intérêt national » et autres mensonges destinés à les exploiter encore plus.

Ils doivent exiger que ce soient les responsables qui paient, les responsables, c'est-à-dire ceux qui sont à l'origine de la crise.

Il faut faire ouvrir les livres de comptes, des industriels, des grands bourgeois, des banquiers et vérifier qui a spéculé, qui avait l'argent pour le faire. C'est à eux de payer la crise ! Il faut exproprier les spéculateurs et saisir tous leurs biens. Les travailleurs ne doivent pas payer pour eux.

Et cela, c'est aux travailleurs eux-mêmes de le faire et chaque grève doit être l'occasion d'exiger l'ouverture des livres de comptes.

(Photo A.F.P.)

Couve de Murville s'intéresse au sort des vieux.

Couve et L'Echelle Mobile des Salaires

DEPUIS que le gouvernement a pris la décision d'imposer une politique d'austérité, la C.G.T. agite un peu partout et surtout verbalement la revendication de l'échelle mobile des salaires. Il est facile d'en parler aujourd'hui alors qu'il était possible de l'imposer hier quand 10 millions de travailleurs avaient cessé le travail.

Le gouvernement par les déclarations de son Premier Ministre a dit **NON à l'échelle mobile.**

C'est un non qui se veut catégorique mais qui n'est pas convaincant. Car le ton ferme, en apparence, du Premier Ministre n'empêchera pas les hausses de prix ni les augmentations de salaires.

Pour M. Couve de Murville il faut maintenir les prix, il faut éviter la course infernale des salaires et des prix. Il veut « faire comprendre que c'est son premier objectif ». Avouons qu'il aura du mal à faire comprendre aux autres qu'il faut maintenir les prix quand l'Etat qu'il représente et qu'il dirige commence par augmenter les siens. On comprend que dans ces conditions il s'oppose à l'échelle mobile puisqu'en tant que chef d'un gouvernement qui développe l'inflation il serait le premier à déclencher le mécanisme d'une éventuelle échelle mobile des salaires. Mais où le cynisme de M. Couve de Murville dépasse les bornes, c'est quand il prend exemple sur l'évolution du S.M.I.G. pour démontrer que le jeu de l'échelle mobile n'est pas favorable aux salariés.

Effectivement l'échelle mobile des salaires n'est pas une garantie absolue du maintien du pouvoir d'achat et l'exemple du S.M.I.G. le montre bien.

En 1952, après une période de sept années d'inflation galopante, le gouvernement Pinay a mené une politique de stabilisation des prix et à accordé l'échelle mobile du S.M.I.G. Dans une période de stabilité, le Patronat et le Gouvernement n'ont rien à craindre de l'échelle mobile, mais, même en 1952, M. Pinay, s'il a accordé l'échelle mobile du S.M.I.G. s'est bien gardé d'indexer les salaires réels sur le S.M.I.G. car l'inflation peut toujours ressurgir et les représentants du capital sont prudents.

M. Couve de Murville peut même ironiser à bon compte en montrant que le S.M.I.G. a subi une dépréciation plus grande que les salaires réels dans ces quinze dernières années.

Cela signifie seulement que l'échelle mobile du S.M.I.G. est truquée. D'abord dans le choix des articles dont les hausses servent à déterminer l'augmentation du S.M.I.G.. On a souvent ironisé sur le prix de la balle de tennis, mais il est des articles qui figurent uniquement pour intervenir dans la stabilité des prix. Quand les prix de ces articles risquent de bouger le gouvernement impose leur blocage. Quand il a trop de difficultés à faire respecter ce blocage, il subventionne ces prix pour qu'ils n'aient aucune incidence sur l'évolution du S.M.I.G.

Ensuite l'échelle mobile du S.M.I.G. est truquée par la proportion des articles utilisés. C'est ainsi que pour prendre un exemple frappant, le loyer, plus les charges, intervient pour 33 °/₀₀ du salaire. Ce qui revient à dire qu'un Smigard dont le salaire vient d'être revalorisé à 533,11 F devrait dépenser au titre du logement charges comprises

$$\frac{533{,}11 \times 33}{1.000} = 17{,}59 \text{ F par mois.}$$

On voit par ce simple exemple que la base de calcul de l'échelle mobile du S.M.I.G. relève de la pure fantaisie. Il est évident que le salaire réel peut très bien évoluer dans un sens plus favorable, soit en fonction de l'offre et de la demande, soit en fonction de la pression de la lutte des classes.

Il faut être d'une mauvaise foi hypocrite pour condamner l'échelle mobile des salaires en prenant l'exemple de l'échelle mobile du S.M.I.G., quand on est soi-même le saboteur, le truqueur de cette dernière.

Et d'autre part, si le gouvernement était si sûr, comme il le prétend, de pouvoir juguler la hausse des prix, qu'aurait-il à craindre de l'échelle mobile ? Mais il sait que la reconnaissance de l'échelle mobile des salaires risquerait d'éveiller une dangereuse curiosité des travailleurs pour le contrôle des prix. L'existence de l'échelle mobile du S.M.I.G. est déjà un petit frein à la hausse. L'échelle mobile des salaires réels pèserait dans des proportions infiniment plus grandes sur l'évolution des prix. Car, si c'est une chose facile d'augmenter délibérément les prix sans contrôle, c'en est une autre beaucoup plus difficile d'être obligé de discuter, de truquer, de falsifier à chaque mouvement des prix.

C'est pourquoi il est d'un intérêt capital pour les travailleurs d'imposer l'échelle mobile des salaires.

la riposte a de Gaulle des ouvriers de Renault

● LA GRÈVE A BILLANCOURT

PLUS d'une semaine après le discours du général-président, grand « sauveur » du franc, les organisations syndicales de la R.N.U.R. lançaient 5 heures de débrayage de 9 h à 14 h, le jeudi 5 décembre.

Cette grève était donc décidée après bien des « discussions » entre les organisations et de multiples « consultations » dans l'usine, au moins pour Billancourt. Une partie importante des travailleurs étaient partisans d'une grève de 24 heures et la décision des 5 heures a déçu et découragé certains.

(Photo U.P.I.)

Des grévistes sortent de Renault pour manifester dans les rues de Boulogne-Billancourt.

A 9 heures, le 5 décembre, le débrayage eut lieu : les départements d'outillage et de fabrication débrayèrent de 60 % à 90 %, les bureaux ne bougèrent qu'à peine et les lignes de montage (à majorité d'émigrés sous contrat provisoire) furent stoppées mais le pourcentage de grévistes était faible.

Au meeting dans l'Ile Seguin, le meeting rassemble environ 10.000 travailleurs ; prennent la parole Halbeher pour la C.G.T., Astruc pour F.O., Jean Breteau au nom de la fédération des métaux C.G.T. et Cadelle pour la C.F.D.T. Tous, à leur manière, analysent la signification du mouvement. Pour la C.G.T., c'est une riposte au pouvoir mais surtout à Dreyfus et il s'agit d'arracher quelques avantages avant la signature des accords à la fin de l'année (d'ailleurs, Séguy a dit la veille au soir : « Il n'est pas question de recommencer Mai »). F.O. place elle aussi la « grève » sur le terrain revendicatif R.N.U.R. F.O. et la C.F.D.T. justifient par la nécessité de l'unité le fait d'avoir cédé à la C.G.T. sur la durée de grève.

Après le meeting, la majorité des présents se rend à la manifestation dans Boulogne. Les ouvriers du 59 (où il y a un Comité d'Action) portent une banderole où l'on lit « Grève de 24 heures décidée à 67 % ». Lorsque cette banderole arrive à la hauteur de la rue Yves-Kermen, elle rencontre quelques centaines d'étudiants, maintenus par le service d'ordre P.C.F.-C.G.T. Avec l'appui énergique de quelques ouvriers, les étudiants s'incorporent au cortège en bousculant le service d'ordre.

La manifestation aura deux aspects, la tête, essentiellement syndicale et triste, et le corps où étudiants et ouvriers chantent « l'Internationale » et crient des mots d'ordre comme « les travailleurs ne paieront pas », « ce n'est qu'un début, continuons le combat » et aussi « le pouvoir aux travailleurs ».

Le parcours était bien réduit. Après avoir poussé jusqu'à la place Marcel-Sembat, c'est vers l'usine que, rapidement, les « responsables » dirigèrent le cortège. Il n'y avait pas un flic et, pendant quelques instants, la rue était aux ouvriers. Après le retour, Place Nationale, quelques ouvriers sont restés à discuter avec les étudiants mais, à 14 heures, tous reprenaient le travail (pour la normale).

Les ouvriers ne sont pas démoralisés, bien que le pouvoir, sa presse et sa radio aient minimisé au maximum la portée de ce débrayage.

● LA GRÈVE A CLÉON

MARDI 3 décembre, la C.G.T., la C.F.D.T. et F.O. sortent un tract commun appelant à 4 heures de grève pour chaque équipe, comme dans les autres usines Renault, pour le jeudi 5.

A la Fonderie et à l'Affûtage, les syndicats organisèrent une réunion d'un quart d'heure sur le temps de travail. Ce meeting fut très largement suivi et la quasi totalité des travailleurs de ces ateliers était favorable au débrayage. ge.

Le jeudi, la grève a été assez bien suivie en général, mais le nombre des grévistes par atelier était variable : certaines chaines (Renault 16) ont débrayé aux trois quarts, d'autres ateliers (usinage boîtes de vitesses) au tiers seulement. Il faut préciser que certains chefs se sont démenés pour faire pression sur les ouvriers étrangers.

Au début de chaque débrayage il y a eu un meeting au cours duquel les responsables syndicaux ont parlé beaucoup plus du « front syndical commun » que de l'avenir de nos luttes. Après quoi, ils ont invité les grévistes à rentrer chez eux sans qu'il y ait de discussion. La plupart des grévistes avaient d'ailleurs quitté l'usine avant les meetings.

● LA GRÈVE A FLINS

A l'usine Renault de Flins, l'ambiance était, la quinzaine précédant la grève, notoirement moins « chaude » qu'à Billancourt. Pourtant, les nouvelles mesures de De Gaulle, comme la lettre de Dreyfus, ont été commentées comme il se devait. Et, lorsqu'ils ont su que, à Billancourt, « ça bougeait », les travailleurs de Flins ont attendu avec intérêt ce qui allait venir de là-bas. Mais bien peu savaient réellement ce qui s'y passait, et alors qu'à Billancourt la grève était dans l'air depuis presque une quinzaine, ceux de Flins sont restés jusqu'au dernier moment « en dehors du coup ». Et la grève est apparue, ici, comme un de ces traditionnels débrayages de quelques heures organisés par les syndicats avant mai. Les efforts de la C.G.T. pour expliquer que la lutte « avait seulement des objectifs revendicatifs propres à la Régie » n'étaient pas là pour démontrer le contraire.

La participation au débrayage, assez forte pour les équipes, plus faible pour la normale, est difficile à évaluer. Une chose est sûre pourtant : les travailleurs débrayent plus volontiers qu'avant mai. Et s'ils n'étaient pas plus nombreux, c'est que beaucoup d'entre eux sont bien conscients de l'impasse dans laquelle les mènent les syndicats. Impasse illustrée par un incident significatif qui éclata entre les deux syndicats, C.G.T. et C.F.D.T.

A la fin du meeting de la normale, une trentaine de travailleurs proposèrent de passer dans les ateliers pour convaincre ceux qui n'étaient pas sortis de le faire. Alors qu'ils se mettaient en route, Rousselin, secrétaire C.F.D.T., se joignit à eux alors que la C.G.T. s'opposait à cette initiative « provocatrice ».

Dès le lendemain, la C.G.T. - plus prompte quand il s'agit de querelle de boutique que pour organiser la lutte des travailleurs - publia un tract, dénonçant Rousselin comme un fauteur de trouble, soutenant de façon coupable les « provocations gauchistes ».

Si la grève du 5 décembre a montré à la direction de la Régie et au pouvoir gaulliste que la volonté de lutte des travailleurs est bien réelle, elle a aussi affermi ceux-ci dans leur conviction - solidement ancrée à Flins - que les directions syndicales ne veulent pas de la lutte. Et si cela dans un premier temps décourage les ouvriers, cela ne peut que les armer pour les luttes à venir.

DANS le cadre de leurs accords, les rédactions de « Rouge » et de « Lutte Ouvrière » se sont rencontrées et ont décidé de préparer en commun un meeting public.

Ce meeting set prévu pour la mi-janvier dans la grande salle de la Mutualité.

Nous donnerons en temps voulu à nos lecteurs toutes les précisions sur cette réunion.

Une étudiante "gauchiste" à Renault Le Jeudi 5 Décembre

(Photo U.P.I.)

Un groupe d'étudiants est venu aux portes de l'usine pour montrer sa solidarité avec le mouvement ouvrier.

AU début de la matinée, pendant qu'à l'ile Seguin se tenait un meeting auquel seuls les ouvriers de chez Renault pouvaient assister, les étudiants, groupés devant les portes de l'usine commencèrent à discuter avec les quelques jeunes travailleurs qui étaient restés là. Des représentants syndicaux en faction, prévoyant un éventuel « coup de force » des étudiants gardaient jalousement les portes de l'usine.

Un petit cortège de grévistes arriva place J.-Guesde derrière les banderoles des syndicats ; on lisait sur les pancartes tenues par les manifestants : « augmentez nos salaires », « échelle mobile des salaires ». Le cortège rentra en bon ordre dans l'usine et les représentants syndicaux s'empressèrent, en fermant les portes de mettre en place le traditionnel « cordon sanitaire » entre ouvriers et étudiants.

Sur la place, un délégué syndical, perché sur un camion, prit la parole : « Dans cette grève d'une demi-journée les ouvriers de la Régie Renault expriment leurs revendications, cette grève a un caractère professionnel ; les étudiants ne doivent pas en dénaturer le sens, ils ne doivent donc pas participer à la manifestation des grévistes ». Le syndicaliste fut conspué et sifflé par les étudiants et les jeunes travailleurs.

Cette déclaration affirmant le caractère professionnel de la grève était démentie par les militants des comités d'action de Renault-Billancourt et dans les discussions que nous avons pu avoir avec les ouvriers : dans les ateliers, la grève a été décidée en réponse aux mesures d'austérité du gouvernement. Les revendications des travailleurs de Renault en grève sont directement liées à cette politique d'austérité qui se répercute sur les conditions de vie des travailleurs.

Des tracts furent diffusés où les militants des comités d'action de l'usine dénonçaient le caractère anti-démocratique de la grève : « La base s'est exprimée dans des réunions, des assemblées, des consultations, pour la grève de 24 h ; mais les dirigeants en ont décidé autrement ». Une fois de plus, les conditions du déroulement de la grève ont été décidées par les directions syndicales SANS CONSULTATION DE LA BASE, et dans ce cas en désaccord avec la volonté d'une partie de la base.

Sur l'attitude des directions syndicales, les ouvriers entre eux, ou les étudiants et les ouvriers exprimaient leurs divergences ; un meeting fut tenu sur la place dénonçant les décisions anti-démocratiques des directions syndicales et leur volonté de créer une barrière entre la lutte des ouvriers et celle des étudiants.

Dans les cafés, les discussions étaient plutôt animées ; dans un coin, un vieux travailleur parlait des grèves de Renault en 1950.

Dehors, la manifestation se forme ; quelques bousculades ont lieu entre étudiants et syndicalistes qui veulent les empêcher de se joindre au défilé, cependant une centaine d'étudiants, appuyés par les ouvriers, parviennent à se joindre aux manifestants.

Jusqu'à la reprise du travail, à 14 h, il règne aux alentours de l'usine et dans les cafés une atmosphère de détente et de gaieté qui n'est pas sans rappeler l'atmosptère du mois de Mai.

• CHEZ RENAULT : *Tactique syndicale et mouvement ouvrier*

LE mouvement de grève du 5 décembre chez Renault a polarisé sur lui l'attention de la majorité des travailleurs et de l'ensemble du monde politique.

Depuis six mois, la classe ouvrière a repris le chemin des ateliers et des bureaux après avoir connu un mouvement de grève d'une ampleur rappelant celui de juin 1936. Le demi-échec ou la semi-réussite de ce mouvement ne pouvait qu'amener la classe ouvrière à réfléchir sur elle-même, àtirer les leçons de ce vaste mouvement, à re voir le pourquoi de son succès, le pourquoi de ses limites.

Avec la fin des vacances d'été 1968, s'ouvrait pour les salariés français une période de repli sur eux-mêmes en attendant la préparation de prochaines offensives.

La crise monétaire du Franc devait surprendre et secouer l'opinion française. L'annonce d'une dévaluation possible soulignait la faiblesse et l'incapacité d'un gouvernement dit fort qui, pour la deuxième fois en six mois, était au bord de la faillite.

Les travailleurs de Renault ressentaient particulièrement cet état de chose. L'indignation et la colère s'emparaient d'un certain nombre d'ouvriers. Or, Renault avec ses 30.000 ouvriers concentrés sur Boulogne-Billancourt (60 à 63.000 pour l'ensemble du pays et 80.000 en comptant la SAVIEM) représente une partie importante et parfois déterminante du prolétariat. Quand Renault « bouge », tout le pays est secoué. C'est pourquoi, tant la bourgeoisie que les centrales syndicales suivent de très près la « température » de ce gigantesque corps social. Et le Parti Communiste et la C.G.T., en particulier, qui ne veulent pas recommencer l'expérience de Mai 1968 où ils risqueraient d'être dépassés.

Pour le Parti Communiste Français et la C.G.T., le souci majeur, et donc la préoccupation permanente, est de ne pas se laisser surprendre par un mouvement : de le prévoir suffisamment à temps pour ne pas être débordé par lui ; le prévoir de façon à adopter une tactique qui lui permette d'en prendre la tête, de le guider de façon à le ramener sur les rails de l'ordre actuel, sans être obligé pour cela de « prendre le train en marche », comme en Mai 1968 et donc de ne pas être contraint à des actions « dangereuses ».

Pourquoi l'annonce de la dévaluation attendue a-t-elle provoqué immédiatement une telle réaction chez Renault ?

Il faut dire qu'à la Régie le mécontentement allait croissant et, depuis quelques semaines, les syndicats essayaient de relancer des actions en vue de la signature des nouveaux accords d'entreprise qui doivent intervenir à la fin de l'année. Bien que les travailleurs de chez Renault n'aient pas récupéré officiellement, la production perdue en mai-juin a été rattrapée en quelques mois au prix d'une accélération des cadences, de l'aménagement de nouvelles lignes de montage, d'un resserrement de la discipline et d'une pagaïe considérable à tous les niveaux. A ce mécontentement latent sont venus s'ajouter coup sur coup l'annonce qu'il n'y aurait pas cette année de prime supplémentaire pour Noël (la situation financière de la Régie après la grève et face à la concurrence Fiat-Citroën ne le permet pas, dixit Dreyfus) et que le franc allait être dévalué.

Dans certains ateliers, en particulier ceux d'outillage (3.000 personnes environ) la tension monta brusquement. Les discussions se multipliaient, le travail ne se faisait plus. De l'avis général, « si la Régie ne distribuait pas de prime, c'était pour punir les grévistes, ou encore parce qu'elle avait à sa direction, des incapables. D'ailleurs, des incapables, il y en avait partout, et surtout au gouvernement, on le voyait bien avec la crise du Franc », etc.

Les militants C.G.T. sentirent le vent et ils se portèrent en avant. Ils organisèrent de véritables meetings dans les ateliers d'outillage pour rendre compte des entrevues mensuelles avec la Direction et annoncèrent une demi-journée de grève pour la semaine suivante, probablement le mardi.

Mais la semaine suivante, après l'annonce de la non-dévaluation et le discours de De Gaulle, bien que l'atmosphère restât particulièrement chaude chez Renault, il n'était plus question de « précipiter » la grève. Il fallait discuter. La C.G.T. et la C.F.D.T. n'étaient pas d'accord sur la durée du mouvement. Çà et là, on fit voter : pour une demi-journée ou pour 24 heures. A la fin de la semaine, RIEN n'avait été décidé. Les syndicats discutaient toujours.

C'est finalement le lundi d'après, en rentrant chez eux, que les ouvriers de la Régie apprirent par leur journal habituel, la radio et la télévision, qu'ils feraient grève... le jeudi suivant. Le procédé ne fut guère apprécié.

En fait, les syndicats avaient attendu le temps nécessaire pour ne pas faire la grève « à chaud », comptant sur l'usure et l'écœurement. La C.F.D.T., malgré l'allure gauchiste (?) de sa proposition (24 heures de grève) joua le jeu et, après six jours de palabres, finit, par souci d'unité, par se rallier à la demi-journée proposée par la C.G.T.

Dans ces conditions, la grève ne fut qu'un demi-succès.

En déclenchant cette grève, peut-être la C.G.T. a-t-elle surestimé le mécontentement des travailleurs de chez Renault, peut-être s'est-elle affolée et leur colère n'était-elle pas prête à se manifester autrement que verbalement ? Toujours est-il, qu'en prenant l'initiative, ses dirigeants ont réussi à manœuvrer, à faire traîner les choses, à n'appeler au débrayage que dix jours après le discours de De Gaulle, alors que la colère avait eu le temps de s'émousser dans l'attente d'actions qui ne venaient pas.

C'est une vieille tactique, dans les points chauds, on fait traîner les choses en longueur, ailleurs, là où l'atmosphère est froide, on pousse artificiellement à la grève (voir Cléon, Flins, etc.).

Les dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. viennent de « gagner » un premier round. Mais la politisation d'une partie de la jeunesse ouvrière durant les événements de mai-juin rend ces « victoires » chaque fois plus aléatoires, car si on peut vivre des luttes sociales sans rien y apprendre, on peut aussi les vivre en prenant conscience des manœuvres d'un appareil syndical très doué en la matière. Et c'est pourquoi les Centrales syndicales auront à jouer un jeu de plus en plus serré, vis-à-vis des ouvriers, pour tenir la place qu'elles se sont choisie, d'intermédiaire entre les travailleurs et l'Etat.

Les travailleurs sauront trouver en eux l'honnêteté, la force et le courage nécessaires pour faire revivre le mouvement ouvrier.

• *Un meeting des comités d'action* Renault, place Nationale à Billancourt

LE lundi matin, 2 décembre, les Comités d'Action de Renault qui regroupent des militants de l'usine de diverses tendances de l'extrême-gauche ont distribué un tract appelant à un meeting pour le midi, sur la « Place Nationale » (Place Jules-Guesde).

Ils voulaient protester contre les mesures d'austérité de De Gaulle et réagir contre le temps perdu sciemment par les organisations syndicales pour organiser une riposte.

A l'heure dite, 150 personnes, qui furent bientôt 300, se regroupèrent pour écouter les orateurs des Comités d'Action. Puis, un étudiant prit la parole pour dire que les étudiants, s'ils venaient là, ce n'était pas pour donner des conseils aux travailleurs mais pour marquer qu'ils étaient avec eux contre le pouvoir.

Trois cents travailleurs qui ont répondu à l'appel des Comités d'Action de Renault sur les 30.000 que compte l'usine, cela peut paraître bien peu, trop peu, pour être d'un quelconque poids dans la vie de l'entreprise. Cela aux yeux de ceux qui ne sont pas avertis. Mais ceux « qui savent », les « professionnels » du mouvement ouvrier, ont jugé pour leur part que, loin d'être ridicule, le meeting des Comités d'Action recelait un danger pour la bonne harmonie patronat-dirigeants syndicaux.

Le meeting n'en était pas à son milieu que le secrétaire de la C.G.T., Sylvain, en personne, accompagné de quelques autres « responsables » syndicaux, au moyen d'une voiture à haut-parleur, tentaient d'empêcher le meeting de se tenir normalement.

Malgré tous leurs efforts ils n'y parvinrent pas, même si leur micro plus puissant empêchait dans certains endroits d'entendre celui des Comités d'Action.

Au contraire, leur intervention provoqua partout des discussions qui durèrent jusqu'à la reprise de 14 heures.

Le vote sur le droit syndical dans l'entreprise

Pour un plat de lentilles...

JEUDI 5 DECEMBRE, à l'issue d'une longue séance de nuit, l'Assemblée Nationale a voté le texte de loi relatif au droit syndical dans l'entreprise. C'est par 438 voix contre 4 et 22 abstentions que les députés « introuvables », les héros de l'ordre et de la matraque ont uni leurs voix à celle de l'opposition pour institutionnaliser la section syndicale d'entreprise et ses droits.

En fait la plupart des dispositions contenues dans la loi avaient fait l'objet des discussions de Grenelle et se trouvaient contenues dans le fameux protocole d'accord signé par les syndicats. Le texte voté mercredi soir à l'Assemblée était en deça des engagements de Grenelle mais, présenté par la majorité, il était paré de toutes les vertus de la participation, cette grande idée du siècle ! Chacun pouvait donc y trouver ses petits et voter en toute bonne conscience.

Si la séance se termina à l'aube c'est que plusieurs députés de la majorité, représentants avoués des petites et moyennes Entreprises, se battirent longtemps pour obtenir que les petites entreprises ne soient pas touchées au moins financièrement (locaux et crédit d'heures) par les dispositions de la nouvelle loi. Ils ont eu en partie gain de cause, ce qui aboutit à un texte nuancé ou boiteux selon le point de vue duquel on se place. C'est ainsi que le projet de loi présenté à l'Assemblée par Maurice Schumann prévoyait que « les dispositions entrainant certaines obligations matérielles pour les entreprises, c'est-à-dire la fourniture d'un local et l'octroi d'un crédit d'heures (15 par mois et par délégué) seront limités aux entreprises de plus de cent salariés ». Après le vote des amendements, le texte définitif prévoit la fourniture d'un local pour les entreprises de plus de deux cents salariés et l'octroi d'un crédit d'heures réduit à 10 heures par mois pour les entreprises occupant de 150 à 300 salariés.

En contre-partie, l'opposition (F.G.D.S.-P.C.F.) obtint l'abaissement de l'âge limite d'éligibilité de 21 à 18 ans et le droit de faire élire des travailleurs étrangers « dans les conditions prévues par les traités internationaux et sous réserve de réciprocité ».

Ainsi désormais dans toute entreprise de plus de 50 salariés, chaque syndicat représentatif peut constituer une section syndicale, organiser la collecte des timbres dans l'entreprise elle-même mais en dehors des heures et des lieux de travail, distribuer des tracts et des publications de « caractère syndical » et ne contenant pas d'attaque personnelle dans les mêmes conditions, enfin, avoir son propre panneau d'affichage sous réserve de communiquer à la direction le double des exemplaires affichés.

C'est peu mais pour les petites entreprises cela représente une réelle libéralisation. Encore faudra-t-il obtenir l'application de la loi dont la rédaction volontairement confuse (tract de « nature syndicale » ?) prêtera à toutes les tracasseries patronales.

Pour les entreprises de plus de 200 salariés, la direction devra fournir en outre un local commun à tous les syndicats représentatifs, et autoriser une réunion chaque mois, dans l'enceinte de l'entreprise mais en dehors des heures et des locaux de travail, des membres de chaque section syndicale.

Enfin et surtout dans les entreprises de plus de 150 salariés, chaque section syndicale représentative obtient le droit de désigner un ou plusieurs délégués selon l'importance de l'établissement, chargés de la représenter auprès du chef d'entreprise. Ces délégués bénéficient de 15 heures par mois (10 heures seulement pour les entreprises occupant moins de 200 salariés), payées comme temps de travail. Le nombre des délégués est fixé comme suit :

1 délégué en dessous de 1.000 salariés.
2 délégués pour 1.000 à 3.000 salariés.
3 délégués pour 3.000 à 6.000 salariés.
4 délégués pour plus de 6.000 salariés.

Au total pour les moyennes et grandes entreprises, où les syndicats bénéficiaient souvent de fait, de certaines libertés, les dispositions « révolutionnaires » de la loi se réduisent à l'obtention d'un local et de délégués supplémentaires. Ce n'est évidemment pas négligeable. Grâce à la législation de 1945 les syndicats représentatifs bénéficiaient déjà d'un nombre d'heures payées relativement important à travers l'institution des délégués du personnel (qu'ils sont seuls habilités à présenter aux suffrages des travailleurs) et des délégués du Comité d'Etablissement. Ils disposaient en outre dans les grandes entreprises, du local du C.E., voire des salles de restaurant et cantines. La nouvelle loi ne constitue qu'une extension de ses avantages, elle contribue à accroitre leur assise matérielle dans l'entreprise... et le système.

C'est précisément l'esprit de la loi tel que l'a défini Maurice Schumann :

« La véritable question qui vous est posée est grave : sommes-nous capables de prendre le relais d'une espérance perdue, D'INTEGRER LE SYNDICALISME DANS LA VIE NORMALE DE LA SOCIETE FRANÇAISE et les institutions permanentes de la République et de L'ASSOCIER A UN ORDRE NOUVEAU FONDE SUR LA PARTICIPATION ? »

Et Léon Feix, député communiste, avait beau présenter la loi comme une conquête de mai-juin, un acquis de Grenelle, la quasi-unanimité du vote final ne fait qu'enregistrer cette évidence : le gouvernement vient de payer aux syndicats la dette qu'il avait contracté auprès d'eux en mai-juin lorsque ces derniers signèrent le protocole émiettant la grève de 10 millions de travailleurs, et conduisant à la reprise peu glorieuse que l'on sait. Ce petit cadeau n'a rien de nouveau, rien de révolutionnaire, il est la continuation fondamentale et l'extension d'une politique, qui devint fondamentale en 1945 (déjà sous de Gaulle) et qui consiste à faire des syndicats la courroie de transmission de l'Etat dans le monde ouvrier. Véritable corps intermédiaire entre les patrons, l'Etat et les travailleurs, les syndicats depuis 20 ans ont une puissance matérielle et administrative qui en font un des piliers du système. Nés dans la lutte des classes pour la défense des intérêts ouvriers, ils sont devenus aujourd'hui des bureaucraties énormes, instruments de l'ordre capitaliste, chargés de contenir les luttes des travailleurs dans des limites qui ne mettent pas en danger l'économie capitaliste et l'ordre social établi. Quand, malgré eux ces luttes risquent de les déborder, ils se précipitent à leur tête pour mieux les contróler et les canaliser. Telle est la signification de leur attitude pendant la grève générale de mai dernier. La bourgeoisie le sait. Et malgré la victoire de la réaction aux élections, malgré l'austérité, malgré les menaces formulées contre les travailleurs et leur niveau de vie, elle n'a pas hésité à payer aux syndicats le juste prix de leur collaboration.

Les révolutionnaires ne doivent pas oublier ce caractère fondamental des syndicats actuels, presque complètement intégrés à l'état bourgeois. Ils doivent œuvrer, au sein des syndicats, à éclairer les militants honnêtes sur ce rôle, s'appuyer sur ces travailleurs du rang, syndiqués ou non, pour imposer la démocratie la plus large au sein des syndicats, et dans les rapports entre les syndicats et l'ensemble des travailleurs.

Ces nouvelles lois, dans la mesure du possible doivent être mises à profit pour augmenter la participation des travailleurs à la vie syndicale, et transformer l'emprise supplémentaire qu'elles donnent aux bureaucraties sur les travailleurs en possibilités de contrôle accru des travailleurs sur les bureaucraties.

• *A la Sifa-Diamant*

La défense des libertés syndicales.

Depuis le mois de novembre, la direction tente d'entraver l'activité syndicale de la section C.F.D.T. (voir L.O. N° 19). Après avoir demandé le retrait des affiches jugées subversives, elle a fait un nouveau pas dans l'escalade anti-C.F.D.T.

La liberté de distribuer la presse syndicale dans l'usine existait de fait depuis mai. La C.G.T. et la C.F.D.T. avaient l'habitude de diffuser le midi à la cantine. Le mercredi 27 novembre le représentant syndical C.F.D.T. diffusait à la cantine un tract attaquant le pointage et les méthodes répressives de la direction. Aux deux premiers services, cela se passa bien, mais au troisième service arriva le chef du personnel flanqué du directeur de l'usine. Ils intimèrent l'ordre au représentant C.F.D.T. de sortir de la cantine, prétextant que le tract était diffamatoire vis-à-vis de la direction. Pour ce faire ils le menèrent à la sortie.

La direction n'escomptait pas de réactions inter-syndicales en s'attaquant à la C.F.D.T. minoritaire et dont certains adhérents sont connus pour leurs idées gauchistes.

Malheureusement pour elle il n'y a pas qu'à la C.F.D.T. qu'il y a des « gauchistes ». Une réunion intersyndicale eut lieu où sous la pression des sympathisants gauchistes il fut décidé de faire un débrayage de protestations.

Le représentant syndical C.G.T. (membre du P.C.) insista pour que le débrayage ait lieu le 4 décembre jour du débat à l'Assemblée sur les droits syndicaux.

L'appel fut diffusé le lundi 2 décembre.

Le mardi le Comité d'Action Sifa-Diamant lui aussi lançait un appel intitulé « Pourquoi nous devons débrayer » où il concluait : « Lutter pour la liberté pour chacun de s'exprimer oralement ou par écrit dans l'usine et sur le temps de travail, c'est faire reculer la main-mise du patron sur notre dos. Et c'est surtout le seul moyen de préparer les luttes qui nous permettront de sortir du bourbier actuel ».

Le mercredi à 14 heures, peu à peu les ouvriers se rassemblèrent dans l'allée centrale de l'usine, une partie alla au vestiaire à cause du temps glacial. On se retrouva finalement à près de 200.

Dans les équipes, en fabrication, secteurs-clés de l'usine, le nombre des grévistes tourna autour de 80 %, à l'entretien aussi, et chose rare un grand nombre de techniciens de laboratoire était là. Il n'y eut que la pharmacie (beaucoup de femmes) qui débraya peu. C'était le premier débrayage depuis le mois de grève de mai-juin et tout le monde était bien content de se retrouver ; l'atmosphère était joyeuse malgré le froid sibérien.

Après un discours des deux représentants C.G.T. sur les droits syndicaux et l'annonce d'une délégation C.G.T. à l'Assemblée, nous fimes le tour de l'usine mais sans slogan.

Malgré cela la direction continue de pratiquer l'obstruction systématique vis-à-vis de la C.F.D.T. Elle essaie de diviser C.G.T. et C.F.D.T. Le chef du personel déclara même : « Nous n'avons jamais eu d'ennui avec vous (la C.G.T.) vous pouvez afficher ce que vous voulez, ce que je ne veux pas c'est qu'on mette un dessin avec « Lecoq est un con » (sic). »

En tous cas malgré les prétentions des larbins patronaux, les travailleurs de la Sifra-Diamant ont montré qu'il faudra compter avec eux.

• *A la Bourgogne-Électronique*

(Dijon)

Le droit syndical et le droit... d'en rire

La Direction de la Bourgogne Electronique a accordé après les grèves de Mai une heure par mois à tout son personnel pour une « réunion syndicale ».

Mais les conditions acceptées sans mot dire par les syndicats sont draconiennes : on ne doit y parler ni de sujets politiques ni de sujets propres à troubler le « bon ordre » dans l'entreprise, ces réunions ne doivent avoir qu'un caractère d'information (pour plus de sûreté la Direction exigera la présence d'un observateur membre de la Direction : le chef du personnel en l'occurence).

Seuls les syndicats représentatifs ont le droit d'y prendre la parole. C'est eux qui mènent la réunion.

Quant aux ouvriers, eux, ils n'ont absolument pas le droit d'intervenir, et s'ils le désirent ils doivent le faire par écrit, il leur sera répondu le mois suivant.

Toutes actions qui ne seraient pas conformes à ces clauses permettraient à la direction de supprimer les réunions.

Après les grèves, tout le personnel est venu y assister. Mais à la vue de cet encadrement, syndicats à la tribune, direction dans le fond de la salle, beaucoup d'ouvriers commencèrent à tourner la réunion en dérision, d'autant plus que les sujets abordés n'étaient que de simple communications de la direction.

Petit à petit le ridicule et l'ennui ont fait leur œuvre. La majorité des gens n'y trouvant aucun intérêt ne sont plus venus.

Actuellement sur une usine de 1.700 ouvriers 50 à 60 personnes maximum se réunissent.

DES LYCÉENS NOUS ÉCRIVENT...

• ROUEN : Lycée Jeanne d'Arc

Cas témoin de l'application pratique de la réforme

JEUDI 5 décembre, pendant la récréation, une trentaine d'hommes-sandwich scandent : « Liberté d'affichage », « Conseil d'Administration-bidon », « Participation Illusion ». C'est la nouvelle manière des élèves du lycée Jeanne-d'Arc de Rouen de manifester leur volonté de voir leurs droits respectés et de montrer le vrai visage de la participation proposée par E. Faure.

Tout avait commencé le lundi 25 novembre. A l'initiative du C.A.L., les élèves avaient imposé à l'Administration une assemblée générale, pendant les heures de cours. Il s'agissait de réunir tous les élèves du 2e cycle pour élire nos délégués au Conseil d'Administration au suffrage universel, élections qui auraient dû légalement se résumer à un vote au second degré, deux représentants par classe étant seuls autorisés à voter. La majorité des élèves se prononça pour la proposition du C.A.L. (5 délégués sur 6). Mais la Direction exigea la procédure officielle. Les délégués de classe, en accord avec l'assemblée générale, ne firent donc que réélire, pour la forme, les 6 représentants du matin.

Huit jours après, un pré-Conseil d'Administration, qui n'avait légalement aucun pouvoir de décision, toutes les élections n'ayant pas encore eu lieu, se réunit. Sous la pression du Recteur, il fut amené à prendre la décision importante de supprimer tout droit d'affichage en dehors d'un tableau officiel, ridiculement petit, et placé dans le fin fond d'un obscur préau. Mais cette décision, illégale, dut paraître trop clémente au Recteur, qui, le lendemain même, crut bon d'interdire tout affichage, même sur le tableau. Ainsi, ces grands défenseurs de la légalité ont le culot de la violer avec désinvolture, chaque fois qu'elle est un obstacle à leurs intérêts.

Une heure après l'annonce de cette mesure, la riposte des élèves s'est organisée. Les murs du lycée se couvrirent alors d'affiches. Et Directrice, Censeur et Cie de se livrer à de périlleux exercices pour les arracher, sous notre regard attendri. On fit même appel à un agent du lycée, qui, muni d'une échelle, s'épuisa pendant les heures de cours à faire disparaître les derniers témoins de cette affaire, dont la situation élevée avait fait échec aux hauts talons de ces dames.

Sans perte de temps, le C.A.L. distribua l'après-midi même un tract dénonçant les manigances de l'administration et la suppression totale du droit d'affichage. Il appelait à une réunion du C.A.L. le soir à 17 h, réunion qui eut lieu malgré l'opposition et le chantage de la Direction.

Le C.A.L. constata, après l'échec de tout ce qu'on avait fait jusqu'alors, que seule une action spectaculaire pouvait amener tous les lycéens à prendre conscience de la situation : un défilé d'élèves porteurs de pancartes revendicatives, suivi d'une prise de parole explicative.

Pendant cette prise de parole, l'administration ne put riposter qu'en proférant au micro des menaces visant les manifestants, et en en râflant trois, arbitrairement. Seul résultat de l'opération : exacerber un peu plus notre colère. Devant l'hostilité générale, l'administration dut les relâcher sur le champ.

C'est le début de la lutte ouverte, conséquence de l'intransigeance de l'Administration.

Le droit d'affichage sans restriction ne nous est pas encore acquis, et rien n'est réglé. Si nous avons réussi à imposer à l'Administration le mode d'élection de nos délégués, il reste maintenant à lui imposer qu'elle tienne compte des revendications qu'ils transmettent.

• DIJON : Lycée Carnot, 250 grévistes

LUNDI 25 novembre le C.A.L. diffuse un tract qui exige des réformes de l'internat, l'ouverture de foyers pour les élèves du second cycle, la liberté d'expression, le droit de réunion, une véritable vie culturelle pour le lycée.

En vue d'appuyer ces revendications, le mardi 26 novembre, une assemblée de 150 personnes environ décide de faire grève le lendemain.

Le surveillant général intervient en demandant aux élèves d'aller faire grève à l'extérieur. Voyant ses efforts inutiles. Il se met en travers de l'escalier et tente d'interdire l'accès de la salle de réunion aux élèves.

100 personnes sont en grève mais bientôt le nombre des grévistes est de 250.

Dès 8 heures, des groupes de travail se constituent, abordant des domaines tels que la pédagogie, la politique, la culture. Beaucoup de travail est abattu. Ainsi, la commission culturelle commence à répéter une pièce traitant du Vietnam, intitulée « LES HAUTS PLATEAUX », pièce tirée du journal ACTION. On s'occupe des liaisons avec les autres lycées, ainsi que des articles à communiquer aux journaux. On pose des affiches qui portent des slogans tels que : « lycéens si vous l'ouvrez, on ferme » et « les sucres d'orge en ont marre d'être sucés ».

A 14 h. 30, en réponse aux pions qui ont demandé l'évacuation, la majorité vote pour la poursuite de la grève.

C'est alors que deux professeurs du S.N.E.S. et un du S.G.E.N. interviennent. Ils tiennent le langage suivant aux élèves : « Nous ne soutenons pas votre mouvement de grève car vous nous avez mis au pied du mur en ne nous prévenant que la veille. De plus nous jugeons l'action prématurée, peu préparée ». Ils terminent en reprenant les menaces fauriennes selon lesquelles si un élève se met en grève il est mis à la porte, et de même pour plusieurs classes. De plus ils annoncent qu'à coup sûr 10 ou 20 élèves seront renvoyés.

Ce discours fait l'effet d'une douche froide sur les lycéens qui comptaient sur l'accord plus ou moins tacite des professeurs.

Le mercredi 27 novembre, à 8 h.,

L'administration fait savoir que jusqu'à 15 heures, elle ne prendra aucune sanction mais après...

Le moral des élèves est râpé. Ils se sentent isolés. Ceux qui auraient dû les soutenir les laissent tomber. A 15 heures, déçus, ils se séparent.

Cependant le bilan de cette grève s'avère positif. Certes elle a été insuffisamment préparée et organisée. Les lycéens du C.A.L. n'ont pas su faire tout le travail de propagande et d'information nécessaire auprès de l'ensemble des élèves. Malgré cette carence, ce mouvement a réuni plus de 250 élèves, ce qui témoigne de la volonté de lutte des lycéens. A présent, ils tirent les leçons et savent qu'à l'avenir, en s'y prenant mieux, ils rassembleront encore bien plus de lycéens décidés à se battre contre un régime qui ne veut les considérer que comme des moutons dociles et muets.

correspondances des entreprises

• LANVIN (DIJON)

Une ouvrière nous écrit

A l'occasion des fêtes de fin d'année, tout le monde sacrifie à la tradition des friandises au chocolat ; mais on ignore les conditions dans lesquelles travaillent ceux qui les fabriquent.

Certains doivent penser que c'est agréable de travailler dans une usine de chocolat. Détrompez-vous, si les chefs nous laissent grignoter des « bouchées », c'est parce qu'ils savent parfaitement qu'on en est vite écœuré, ne serait-ce que par la forte odeur qui flotte dans l'usine et se répand même dans le quartier. Et il est interdit d'en emporter chez soi sous peine de renvoi immédiat, cet avis est placardé partout, et pour plus de sûreté, la direction nous fournit des blouses avec des poches « à claire voie » (formées de quelques bandes de tissus entrecroisées).

Actuellement, c'est la période « Noël », beaucoup de temporaires ont été embauchées et c'est la course à la production.

Au « pliage », premier étage, une équipe plie des cartons pré-découpés et les garnit de carton et de papier glacé, une autre les remplit de bouchées, ensuite, les boîtes reçoivent leur couvercle et sont emballées. Tout le travail se fait à la main et, pour le remplissage, à la chaîne. Les cadences sont infernales, pas question de quitter sa place, se moucher nous met en retard.

Certaines séries sont pires que d'autres, par exemple les boîtes de bouchées assorties, il faut enfiler deux bouchées fourrées plates dans une boîte ouverte sur le côté, en respectant un sens, (le texte imprimé sur la bouchée doit être lisible à travers les fentes de la boîte), les boîtes arrivent deux par deux sur la chaîne, et à toute allure, tout le monde se coupe le bout des doigts sur le carton, quelquefois jusqu'au sang. La chef d'atelier, véritable adjudant en jupons, vêtue de bleu, alors que nous sommes en blanc, est constamment à nous harceler, et en particulier les « nouvelles » qui n'arrivent pas à faire leur compte. Pas question d'arrêter la chaîne ou de la quitter ; il y a deux arrêts prévus par demi-journée, de 10 et 5 minutes, arrêt toilette comme disent les chefs.

Pour les boîtes de luxe, si jolies et artistiquement présentées, il faut respecter un certain sens, et quelquefois, placer les friandises dans des barquettes en papier plissé qui, au bout d'un certain temps, finissent par vous arracher le bout des doigts.

Chaque ouvrière a une ou plusieurs caisses de marchandises devant elle, le plus souvent deux, et le roulement se fait avec autant de caisses de réserve, chacune doit se débrouiller pour changer de boîte sans ralentir la chaîne. Une ouvrière est chargée d'alimenter la chaîne, d'apporter des caisses pleines, de remplir les caisses vides.

La chaîne compte une dizaine de postes, chaque caisse pèse entre 3 et 5 kg, et il ne faut pas se tromper, les qualités n'étant pas les mêmes à chaque poste. De plus, il faut que l'ouvrière apporte constamment des bandes de papier plissé, qui servent à séparer deux rangées de bouchées dans une boîte, ou deux rangées de barquettes. S'il venait à en manquer à l'une d'entre nous, il faudrait arrêter la chaîne !..

Une grande partie d'entre nous fait cela pendant 10 heures par jour (11 heures avant mai), et beaucoup reviennent le samedi matin, dans des ateliers à peine chauffés pour que les crottes ne fondent pas. Il y aurait encore beaucoup de choses à dire... mais...

Bon appétit, Messieurs,
et Joyeux Noël.

A NOS LECTEURS

Nous recommandons à ceux de nos lecteurs qui collent LUTTE OUVRIERE en guise d'affiche de ne pas omettre, surtout si ils utilisent la première page de ce numéro, de barrer chaque feuille d'un trait de couleur en diagonale.

C'est, paraît-il, une obligation légale...

La vallée du Cailly :

Un exemple parmi beaucoup d'autres de sous-emploi et de sous-scolarisation

DANS la région de Rouen, la vallée du Cailly est le coin le plus touché par les licenciements. Cette région, qui a été pendant longtemps un des fiefs de l'industrie textile, est laissée maintenant à l'abandon, les industriels ayant trouvé plus avantageux de placer leurs capitaux dans des secteurs où le profit est plus élevé.

A la fin du mois d'octobre, la C.R.L. (Compagnie Rouennaise de Linonéum) a fermé son atelier de fabrication, mettant ainsi en chômage 155 des 212 employés.

Après de nombreuses usines textiles, ce seront OFFROY, DE MENIBUS, et, dit-on, MASUREL qui vont fermer leurs portes. Au début de l'année prochaine, il y aura 800 à 900 travailleurs sans emploi. Situation d'autant plus dramatique que les possibilités de réemploi sont pratiquement nulles dans les autres établissements textiles de la vallée, et très réduites dans les autres branches d'industrie où une qualification est exigée. En ce qui concerne le personnel dépassant la cinquantaine, l'avenir est très incertain ; de même pour tous les jeunes qui n'ont aucune qualification professionnelle.

Et pour tous ceux qui pourront se reclasser, ce sera bien souvent au prix de longs déplacements. Face à cette situation, les grandes centrales syndicales « s'émeuvent » dans la presse locale, et se réunissent en délégations avec les maires et l'ancien député du P.C.F. de la région, pour aller discuter avec M. Tomasi, le Préfet.

En fait, ces délégations ne parviennent avec le Préfet qu'à faire des prières pour que les licenciements soient retardés, et que la vallée soit considérée comme zone prioritaire. Aucune solution d'ensemble n'a été prévue, les cas seront réglés individuellement, commune par commune, pour éviter que tous les travailleurs licenciés ne se regroupent.

Le textile emploie encore 9.000 personnes dans la région ; mais de nouveaux licenciements sont à craindre. Les possibilités de réemploi sont très limitées, et certaines usines sont éloignées du domicile des intéressés (par exemple Claret à Barentin).

Comme partout, l'équipement en écoles maternelles et primaires est **absolument insuffisant.** Une enquête a été faite, portant sur 260 classes de l'enseignement primaire et maternel de la vallée et du plateau.

Pour les écoles maternelles : 2.000 enfants ont été scolarisés dans ce secteur : mais 313 enfants inscrits ont été refusés. Or, comme tous les enfants en âge de fréquenter l'école maternelle n'ont pas été inscrits, c'est au moins 500 jeunes enfants qui n'y ont pas trouvé place (ce qui représente un quart des enfants refusés). Il manque 19 postes d'institutrices. Il faudrait construire 4 ou 5 écoles. De plus, beaucoup de classes d'école maternelle se tiennent dans des baraquements.

Dans une telle situation, les directrices d'école ne peuvent, le plus souvent, accepter les enfants qu'à partir de 3 ans 9 mois ou 4 ans.

Dans l'enseignement primaire, la situation n'est guère plus réjouissante. En 1964, la Commission Laurent (gouvernementale) avait fixé le chiffre de 25 élèves maximum par classe dans l'enseignement primaire. Or souvent il y a beaucoup plus de 25 élèves par classe. Seulement 27 classes sur 183 (soit 1/7) répondent aux normes établies par la Commission Laurent.

Actuellement, il faudrait que soient créées 51 classes (de plus, 22 des classes primaires existantes se tiennent dans des baraquements).

Qu'en est-il de la prolongation de la scolarité de 14 à 16 ans ? Les chiffres parlent d'eux-mêmes. 448 élèves fréquentant les écoles publiques l'an dernier ont eu 14 ans. Parmi eux, 202 seulement sont scolarisés (dont 136 dans des C.E.T. et quelques dizaines dans des « classes pratiques » dont les débouchés sont plutôt obscurs). Au total, sur 448 enfants de 14 ans, 246, soit 57 %, sont laissés à la rue. Quant à la solution des « sections d'éducation professionnelle », laissées au soin du patronat, et qui, en fait, consistait à fournir par semaine 28 heures de main-d'œuvre gratuite, c'est un échec.

Ainsi, toute une génération de jeunes risque elle aussi de connaître le chômage, ne trouvant pas d'embauche, faute de qualification.

Tarn-et-Garonne

la situation des ouvriers agricoles.

PETIT à petit l'agriculture française se « modernise », les « réformes de structure » succèdent aux « réformes de structure ». En clair cela signifie que 50.000 fermes sont vendues chaque année à de grands domaines. D'ailleurs « le budget BOULIN » de cette année est tout à fait dans la ligne puisqu'il porte le « plafond de surface » admis jusqu'ici, de 6 fois une surface minimum départementale à 10 fois cette surface. Ces grands domaines ainsi constitués prennent de plus en plus l'allure de petites entreprises capitalistes non seulement par le nombre d'ouvriers employés, mais surtout par le degré d'exploitation des ouvriers agricoles.

Les horaires de travail varient suivant les récoltes, mais ne tombent jamais en dessous de 50 heures et on a l'exemple d'ouvriers de la S.C.A.V. faisant des semaines entières de 92 HEURES. En effet, dimanche et jours fériés n'existent pas. On a vu toujours à la S.C.A.V. deux ouvriers licenciés sans préavis, ni indemnité parce qu'ils n'avaient pas pu venir travailler un dimanche.

Depuis mai le S.M.A.G. est supprimé pour faire place au S.M.I.G. de 3 F. C'est bien sûr le salaire unique pour tous les ouvriers ; le travail après 40 heures, comme le travail du dimanche et des jours fériés n'est pas considéré comme du travail supplémentaire, il est donc payé au taux de 3 F.

Au domaine de LAVALADE, le patron a organisé cinq équipes de 20 à 24 ouvriers ; dans l'équipe, les 8 qui auront fait le meilleur rendement sur tout le mois auront une prime mensuelle dont le montant est variable (de 80 à 100 F). Comme aucune norme n'est fixée pour le rendement, les ouvriers sont, tout au long de la journée, perpétuellement en course.

A Lavalade il y a une forte proportion d'ouvriers immigrés.

Ils sont payés 2,45 F l'heure car ils sont nourris et « logés » dans une grange baptisée dortoir où une botte de paille et deux couvertures tiennent lieu de lit.

Le sulfate recouvrant les arbres entame les doigts et les visages des ouvriers qui travaillent sans aucune protection.

Dans toutes ces propriétés (c'est le cas aussi pour les Ets BEZIERS dont le propriétaire est aussi Président départemental du parti radical-socialiste) le patron a une garde personnelle de chefs de culture à qui on fournit la villa, la voiture, la T.V. et une prime de récoltes de 500 F fin octobre.

Germain, le patron de Lavalade, ne pouvant plus retenir sa philantropie envoyait une caisse d'oranges à ses ouvriers pour Noël, lorsqu'il possédait 2.000 ha en Algérie.

Tous ces patrons ont trouvé un solide défenseur en la personne du député F.G.D.S. du Tarn-et-Garonne : M. Antonin Ver qui, au cours de la discussion du budget de l'agriculture à l'Assemblée Nationale souligna « les problèmes pratiques qui se posent aux producteurs fruitiers et entravent une expansion de la commercialisation » à savoir en priorité : « les charges de main-d'œuvre qui ont subi une augmentation importante de l'ordre de 50 % par alignement du S.M.I.G. au S.M.A.G. »

A croire qu'il le déplore !

Quand les « alliés » de la Fédération se montrent plus à droite que le gouvernement, il devient encore plus clair, que les travailleurs agricoles ne doivent ocmpter que sur eux-mêmes pour améliorer réellement leur condition.

Des municipalités "ouvrières" lèsent les travailleurs communaux

DEPUIS plus d'un mois de nombreux communaux de la région parisienne ont demandé à leurs responsables syndicaux s'ils avaient réellement droit aux congés annuels tels qu'ils avaient été prévus en juin au moment où il fallait reprendre le travail pour préparer les élections : d'une part le 27e jour de congé annuel, d'autre part la cinquième semaine de congé accordée par les municipalités ouvrières.

Nous avons pu lire avec satisfaction dans le « Service Public » d'octobre, organe mensuel de la Fédération C.G.T. des Services Publics et de la Santé :

« A la suite des mouvements de « grève de mai-juin, les négociations entreprises avec la direction « de la Fonction Publique ont abouti à faire porter le congé annuel « de 26 à 27 jours ouvrables sur « l'ensemble de la Fonction Publique et que ces dispositions sont « applicables dès 1968 malgré « l'absence de textes législatifs jusqu'à ce jour. »

Malgré cette référence, quelques municipalités « ouvrières » qui ont été informées soit par les responsables syndicaux soit par des pétitions, refusent de reconnaître ce 27e jour de congé annuel pour l'année 1968 et discutent sur l'application de ces dispositions pour en reporter l'application en 1969.

En ce qui concerne la 5e semaine, certaines municipalités ouvrières « chipotent ». On demande par exemple aux femmes de ménage des écoles de prendre obligatoirement la 5e semaine pendant les vacances scolaires, mais en précisant toutefois :

« Toute fête légale se trouvant au cours de cette semaine ne sera pas récupérable ». Par contre, d'autres communes ouvrières ont adopté les dispositions suivantes : « Au cas où un jour férié se trouverait compris dans cette période, ce jour de congé sera ajouté à cette 5e semaine. »

Voilà des renseignements concernant quelques communes :

	27e jour en 1968	*5e semaine intégrale*
Argenteuil	*30 jours*	*oui*
Aubervilliers	*non*	*non*
Bagnolet	*non*	*non*
Blanc-Mesnil	*non*	*non*
Bondy	*oui*	*oui*
Gennevilliers	*non*	*non*
Clichy-s/Bois	*oui*	*oui*
Drancy	*oui*	*non*
La Courneuve	*oui*	*oui*
Montreuil	*oui*	*oui*

Nos camarades communaux ont demandé à plusieurs reprises aux responsables syndicaux des réunions d'information pour pouvoir comprendre les motifs de telles différences dans des municipalités ouvrières. Ils attendent toujours la réponse.

Communaux, si vous n'avez pas le 27e jour en 1968, si votre 5e semaine se trouve rabiotée pendant les fêtes, il vous faut téléphoner dans les communes voisines pour obtenir tous les renseignements utiles et réclamer ce que vous avez gagné par votre combat de mai.

A SAINT-NAZAIRE

Luttes catégorielles aux Chantiers de l'Atlantique

LE samedi 23 novembre était la date prévue par la direction des Chantiers de l'Atlantique pour mettre en service la nouvelle forme Jean-Bart.

Commencée en 1965, cette nouvelle réalisation doit permettre aux chantiers navals de Saint-Nazaire la construction de navires géants, notamment jusqu'à 500.000 tonnes.

La mise à l'eau n'a pas eu lieu et a dû être reportée. En effet, les 23 marins-gréeurs des Chantiers ont refusé d'effectuer tout travail en dehors des heures normales, montrant par là leur mécontentement et les marins de Nantes qui avaient été sollicités, par la Direction, ont refusé de les remplacer.

Les arguments donnés par ces travailleurs — évolution des techniques de travail, responsabilité accrue au moment des mouvements de navire où ils remplacent l'équipage — se heurtent au mur patronal.

Ces travailleurs réclament la qualification professionnelle OP1 - OP2 (ils sont actuellement OS) depuis plusieurs années. L'année dernière, le mouvement du pétrolier « Le Dauphiné » avait été également retardé, toujours pour les mêmes raisons.

Bien sûr, ces camarades ont eu droit à des « honneurs » : une récente émission des « Coulisses de l'Exploit » à la télévision rapportait les manœuvres faites dans la forme-écluse Joubert pour le pétrolier de 200.000 t. le « Magdala » : entre les quais et les bords du navire, à peine 30 cm. L'exploit est peu commun. Il eest effectué par des travailleurs OS...

Ces camarades disposent d'un redoutable moyen de pression sur la direction : le retard apporté dans la sortie ou pour un mouvement de navires bloque immédiatement toute la cale Jean-Bart, soit plus d'un millier de travailleurs. Ce qui conduit à des changements d'horaires incroyables, à une perte sèche de plusieurs millions pour la direction. Celle-ci, le 23 novembre, manifesta son impuissance par une note larmoyante qu'elle fit afficher : ... « il est regrettable que l'Armateur qui assistera au Baptême de l'ESSO ANGLIA, ne puisse voir, comme il l'avait souhaité, son 2e navire « ESSO PARIS » transféré dans la nouvelle forme.

« La direction constate qu'une nouvelle fois, des conflits surgissent avec une fraction limitée de son personnel (23 personnes) à l'occasion de mouvements de navires.

« Elle se doit de mettre en évidence les conséquences qui peuvent en résulter pour la vie de la Société, au moment où il est plus que jamais nécessaire de faire face à une concurrence de plus en plus vive. »

Et gageons qu'elle n'a pas fini de se lamenter puisque 11 sorties de navires sont prévues pour 1969...

Les luttes corporatives ne sont pas nouvelles aux chantiers : Il y a deux ans, les échaffaudeurs avaient fait 15 jours de grève, sans résultat.

L'année dernière, les pontonniers avaient lancé une grève d'avertissement de 24 heures.

Cette année, les marins ne sont pas la seule corporation en lutte. Dans les ateliers de mécanique, les tourneurs sur machines à reproduire (4 travailleurs) viennent d'effectuer 15 jours de grève totale, en revendiquant également l'accès à la catégorie professionnelle OP2.

En fait, dans tous ces mouvements corporatifs ayant trait aux classifications et plus précisément à l'accès aux catégories professionnelles, les travailleurs sont isolés. Isolés, car leurs camarades ne sont pas directement concernés par ce qu'ils réclament et leur solidarité reste forcément limitée malgré la sympathie qu'ils leur manifestent.

Ces corporations ne se battent pas pour une augmentation de salaire immédiate. Leur salaire est en général au-dessus des taxes correspondant aux coefficients professionnels. Ce que ces travailleurs veulent, c'est que la direction leur reconnaisse une qualification qu'ils possèdent largement après un long apprentissage sur le tas, qualification qui est pour eux une garantie.

La hiérarchisation des salaires, les multiples catégories professionnelles, la cote d'amour, etc., tendent à diviser les travailleurs, à briser leur solidarité, leur unité face à l'adversaire commun, le patron.

C'est pourquoi les luttes corporatives sont difficiles. Car dans ces luttes les travailleurs se retrouvent peu nombreux.

Mais à ceux qui luttent vont la sympathie et le soutien de tous.

ELECTIONS DE DELEGUES DU PERSONNEL A LA S.N.E.C.M.A. (Corbeil)

NET RECUL DE LA C.G.T.

LES récentes élections de délégués du personnel, qui se sont déroulées le 21 novembre, ont été dominées par le souvenir, encore récent dans tous les esprits, de la grève de mai-juin. Pour la première fois depuis la reprise du travail, les ouvriers ont pu donner massivement leur opinion sur la manière dont les organisations syndicales ont mené la grève du printemps dernier.

Le mécontentement vis-à-vis des syndicats se reportait le plus généralement sur la C.G.T. D'abord parce qu'elle était, de loin, l'organisation la plus influente ; et ensuite parce que ses innombrables attaques contre les étudiants avaient indisposé une fraction non négligeable des travailleurs.

Aussi, un recul de la C.G.T. au profit de la C.F.D.T. était-il généralement pronostiqué dans l'entreprise. Sans tourner à la débâcle, ce recul a été encore plus accentué que prévu, comme en témoigne le tableau suivant (1) :

	1er collège Ouvriers-Employés			2e collège Techniciens et Cadres		
	C.F.D.T.	C.G.T.	F.O.	C.F.D.T.	C.G.T.	F.O.
1968	28,51%	65,43%	6,06%	45 %	44,09%	10,91%
1967	18,2%	81,8%	X	34,36%	65,64%	X
Différence	+10,31%	—16,37%	+6,06%	+10,64%	—21,55%	+10,91%

	Total des 2 collèges		
	C.F.D.T.	C.G.T.	F.O.
1968	34,91 %	57,15 %	7,94 %
1967	22,48 %	77,52 %	X
Différence	+ 12,43 %	— 20,37 %	+ 7,94 %

La C.G.T. perd donc 16,37 % des voix dans le premier collège et 21,55 % des voix dans le second. Pour la plus grande partie, ces voix se reportent sur la C.F.D.T. qui récolte les fruits de l'attitude de la Confédération en mai. Ainsi, cette organisation gagne 5 sièges (2 dans le premier collège et 3 dans le second où elle est maintenant majoritaire).

Bien que demeurant, avec 57,02 % des suffrages, majoritaire dans l'usine, la C.G.T. ne détient plus le monopole de la lutte ouvrière dans ce qui était, jadis, un de ses fiefs. Les centaines de travailleurs qui se sont détournés d'elle ont voulu, avant tout, montrer qu'ils n'étaient pas dupes de la politique menée, en leur nom, par MM. Séguy et consorts. Et c'est dans cette prise de conscience que résident, en définitive, les espoirs pour les combats à venir.

(1) La comparaison établie entre le scrutin des années 1967 et 1968 n'est pas rigoureusement exacte car il faut prendre en considération le départ des ouvriers de kellermann à Corbeil entre les deux tours de scrutin. Les chiffres cités sont cependant largement significatifs si l'on considère que ce syndicat était, en 1967, aussi implanté à Kellermann qu'à Corbeil.

Le congrès "démocratique" de l'Union Locale C.G.T. de Vierzon

DANS la brochure introductive aux travaux du Congrès rédigée par le bureau de l'Union Locale, on lit : « D'importantes délégations de toutes les entreprises, de tous les syndicats devront être présentes pour un bon déroulement et une bonne tenue du Congrès ». « Nous sommes convaincus que l'ensemble des militants va faire l'effort nécessaire pour qu'avant le congrès de nombreuses réunions de syndicats et de sections syndicales désignent leurs délégués que nous voulons nombreux. »

Comme par hasard les travailleurs de Vierzon ignoraient pour la plupart la tenue de « leur » Congrès, et nous sommes bien convaincus que « l'ensemble des militants » C.G.T., bureau en tête, ont fait un effort allant tout à fait dans le sens contraire **du vœu pieux exprimé à travers la brochure que nous venons de citer.**

Car, où, quand, comment et dans quelles entreprises a-t-on discuté les mots d'ordre et les futurs travaux du Congrès ?

Les délégués au Congrès, ont-ils été élus par les travailleurs eux-mêmes ou ... « invités » individuellement ?

Non, (et ce ne sont pas les travailleurs de Vierzon qui nous démentiront), on n'a pas discuté **avant** le Congrès. Et les mandats de délégués ont été distribués à la main, à la tête du client et au dernier moment.

Dans ces conditions, l'assemblée devait se dérouler selon les habitudes de conformisme, d'auto-satisfaction et les votes rituels à main levée. Les envolées du genre « nous voyons encore le drapeau tricolore mêlé au drapeau rouge dans les usines occupées » était, donc, permises... et on ne s'en est pas privé.

Le rapport du secrétariat n'a été qu'une répétition des leit-motiv d'avant mai sur les méfaits du « pouvoir des monopoles », la nécessité d'un programme commun et l'idyllique « démocratie véritable » qui doit nous conduire (sic.) au socialisme. Le tout agrémenté, maintenant, par de furieuses attaques contre les méchants gauchistes, alliés de la bourgeoisie et payés (resic.) par elle, lesquels en propageant les idées révolutionnaires, ont empêché la victoire électorale aux dernières élections législatives.

Le ronronnement des interventions a été perturbé une seule fois par l'intervention d'un vieux militant de la céramique qui a pris la parole pour expliquer dans quelle pagaille s'est effectuée le vote sur la reprise du travail dans cette branche. Il affirme que les travailleurs de la céramique, sauf quelques cas particuliers, n'ont rien obtenu après la grève (gestes agacés de la présidence), que les patrons de la céramique n'appliquent point les accords de Grenelle et qu'ils refusent toute discussion là-dessus. Il termine son exposé angoissé la tête tournée vers le bureau demandant : « Dans ces conditions, comment faire ?... »

« Eduquez-vous », aurait pu lui répondre le bureau, puisque dans la brochure déjà citée il est dit : « L'aide de l'Union Locale doit également se manifester par priorité au syndicat de la céramique, du bâtiment, etc. Pour cela une des formes est... l'**éducation.** »

Le rapport financier, la reconduction du bureau sortant et la Résolution du Congrès (lue à la tribune et aussitôt votée) sont approuvées à l'unanimité par l'expéditif système de la main levée.

Le secrétaire fédéral devait clore le congrès en demandant avec fougue aux assistants de combattre les gauchistes partout où ils se trouvent (ce que le gouvernement capitaliste fait déjà depuis 6 mois) ; en exigeant le châtiment des spéculateurs du franc (ce que le gouvernement ne fera jamais) ; en recommandant l'envoi de motions aux parlementaires (qui en feront... ce qu'ils voudront) pour leur demander de ne pas laisser boycotter la loi syndicale à la prochaine Assemblée ; et en affirmait, pour finir, la nécessité d'un front syndical commun et d'un programme commun de la gauche pour parvenir à un régime démocratique, etc.

Voilà un programme qui n'a pas grand chose de révolutionnaire. Mais, comme dit la brochure préparatoire au congrès : « Est-il possible de prôner un pouvoir ouvrier quand l'on connaît la virulence de ce régime capitaliste ! »

Ce n'est pas avec cette politique-là en tous cas que la C.G.T. gagnera la jeunesse, cette jeunesse qui n'était pas au rendez-vous du 30 novembre à Vierzon.

(Photo U.P.I.)

La manifestation du 13 mai à Paris.

MAI-JUIN AU FIL DES JOURS (III)

la journée du 13 mai

« Ouvriers et étudiants éprouvent ensemble les contradictions du régime qui engendrent l'exigence révolutionnaire. »

Qui eut imaginé ce ton, huit jours avant, quand les « gauchistes » empêchaient le *« déroulement normal des cours »* **?**

« Cette unité de la classe ouvrière et des étudiants met en cause le régime même. »

« La révolte des étudiants, à elle seule, condamne sans appel le régime. »

Et cette révélation capitale :

« L'élément qui a contribué à « souder » entre eux étudiants et professeurs a été la réaction contre les brutalités policières. »

L'Humanité, 13 mai.

Dans une table ronde organisée par le même journal, le tournant est encore plus souligné.

Sous-titre : *« Non, nous n'avons pas pris le train en marche. »*

Jean Bruhat : « Je crois que notre Parti a formulé sur tous les problèmes un programme tout à fait juste, mais qu'il n'a pas pénétré pour autant, dès lors, dans les masses étudiantes et enseignantes. S'il y a eu un retard, ce n'est pas dans la formulation de notre programme mais dans sa pénétration. Quand je discute avec les étudiants, moi j'admire leur combativité. »

Cette dernière phrase est, au fond, plus importante que tout le reste, car elle souligne que le P.C.F. n'a pas su non plus montrer l'essentiel : les modes d'action.

« Penser ensemble, non. Pousser ensemble, oui. »

Slogan écrit sur la faculté de droit Assas.

LA GRANDE MANIFESTATION DU 13 MAI

On en a beaucoup parlé. On a dit : Un million de participants. On a noté que la place Denfert-Rochereau était pleine alors que les derniers manifestants n'avaient pas encore quitté la République. On a signalé que la quasi-totalité du public sympathisait avec les manifestants.

Quelques autres points méritent d'être soulignés.

Pour la première fois en France.

1) Une immense manifestation unit ouvriers et étudiants, mais aussi tous les courants du mouvement ouvrier. En tête, les leaders syndicaux C.G.T., C.F.D.T., U.N.E.F., et aussi Cohn-Bendit sur le même rang que Séguy.

Voici une colonne C.G.T., puis les J.C.R. Encore un groupe P.C.F., puis les anars avec leurs drapeaux noirs, et la F.E.R., et la colonne des pro-chinois avec des portraits de Mao.

Les services d'ordre d'extrême-gauche portent le casque, mais aussi des groupes qui, visiblement sont des J.C. de banlieue.

2) Cette manifestation unique par son dynamisme, traverse la Cité, le royaume des juges et des policiers. La cour du Palais de Justice est vide. Au fond, derrière des vitres, un groupe de quelconques personnages est plutôt pâle d'allure. Ils ne bronchent pas quand deux jeunes installent des drapeaux rouges sur les grilles de leur royaume.

Jamais, depuis la Commune, une manifestation ouvrière n'avait effectué ce trajet. (Notons que l'U.N.E.F. ne l'imposa pas sans mal aux grandes centrales syndicales.)

3) Pour la première fois depuis 1935, il n'y avait pas un seul drapeau tricolore dans le cortège. Cela va de soit pour les organisations d'extrême-gauche, mais il est significatif de noter que les très nombreux groupes P.C.F. et C.G.T. avaient, spontanément, apporté leurs drapeaux rouges uniquement.

On ne peut s'empêcher de songer à toutes les arguties

« Le drapeau tricolore est celui de toute la nation. Une vaste manifestation associant d'autres couches sociales aux ouvriers ne peut se faire qu'avec le drapeau tricolore, etc. »

Voilà le vulgaire « bon sens » pris en défaut. Jamais manifestation ne fut plus imposante, plus combative, et cela, sous des drapeaux rouges et noirs.

4) Pour ceux qui ont connu les ternes défilés « Charlot, des sous. Pompidou navigue sur nos sous » ... et attention... « pas d'insulte à de Gaulle, pas de provocation », etc., ce fut une révélation. Si une authentique révolution se caractérise par la spontanéité de l'imagination populaire, on assistait là au début d'une révolution.

On n'oubliera pas « Salauds... salauds... salauds... C.R.S. répondit l'écho ».

Et la longue complainte « Grimaud... salaud ».

Et les affiches des Beaux Arts contrastant heureusement avec les lamentables images d'Epinal vues pendant tant d'années.

De Gaulle et les C.R.S. n'étaient pas ménagés. Un groupe de manifestants portait, pendu à une potence un mannequin grandeur nature revêtu d'un uniforme de policier. Et le mannequin fit tout le trajet de République à Denfert.

5) Notons que J.C.R., FER, etc., n'étaient pas seuls à scander : « Nous sommes un groupuscule » ou à lever les deux mains en clamant : « Une dizaine d'enragés ». Plusieurs groupes de militants P.C.F. scandaient les mêmes slogans comme si les droits d'auteur revenaient à Pompidou et non à Marchais.

Pour conclure, il est indispensable de noter qu'aucune manifestation ne comprit un si grand nombre de travailleurs antillais.

Plusieurs centaines défilèrent en scandant :

« Deux siècles, ça suffit. »

Nombreux aussi les travailleurs de toutes nationalités et particulièrement les Portugais scandant :

« Franco, De Gaulle, Salazar assassins. »

Ces camarades très photographiés, trop photographiés sans doute, manifestèrent un grand courage car une longue expérience leur faisait savoir qu'ils seraient les premières victimes de la répression en cas de reflux du mouvement.

A Denfert, en dépit des mots d'ordre de dislocation cégétistes, près de 20.000 manifestants continuèrent jusqu'au Champ de Mars, tandis que la Sorbonne était occupée.

Dans l'Humanité **du 15 mai, W. Pozner pouvait écrire :**

« L'ordre régnait ce jour là puisque les forces de désordre se cachaient prudemment. »

On ne peut mieux souligner que « les forces de désordre » sont les forces de répression bourgeoise.

Dans toute la France, il en fut de même. La presse mentionne :

« Toulouse. Jamais vu ça depuis 20 ans. » « Nancy, sans précédent depuis 1936. » Brest : Deux cortèges dans la même journée. » « Bordeaux : un cortège de près de 2 km. » « Marseille : six cortèges ont envahi la Canebière », etc., etc.

« Il faut du rouge pour sortir du noir. »

Slogan écrit sur Censier.

DE DENFERT A GRENELLE

Ceux qui expliquent au soir du 13 mai que de Gaulle ne pouvait rien contre une manifestation d'une telle ampleur sont parfois les mêmes qui diront plus tard que de Gaulle peut noyer dans le sang le mouvement de 10 millions de grévistes. Ce sont les mêmes qui ne cesseront de complexer le prolétariat en lui faisant croire que la bourgeoisie désire la guerre civile et l'attend avec plaisir.

En réalité, la bourgeoisie est fort inquiète. Ses spécialistes de la politique se disputent et s'accusent d'avoir très mal manœuvré. Ils ont tous la hantise d'une liaison entre ouvriers et étudiants.

Certes, ils savent fort bien que les centrales syndicales et « la gauche officielle » se garderont de déclencher la grève générale illimtée. Pompidou, de Gaulle, Malraux et Cie connaissent assez bien l'histoire de la S.F.I.O. et du P.C.F. Ils n'ont pas oublié le désarmement des F.T.P. Mais ils réalisent aussi que quelque chose a changé. La confiance absolue des travailleurs à l'égard des grands syndicats n'existe plus.

Pour que des J.C. viennent casqués et avec des drapeaux rouges à une manifestation pour que W. Rochet réclame la libération de « provocateurs gauchistes », pour que F.O. accepte, pour la première fois dans son existence, de défiler avec la C.G.T., il faut vraiment qu'il y ait une énorme pression à la base.

Il y a danger de débrayages spontanés. Et c'est pourquoi, en convoquant ses juges un dimanche et en libérant la Sorbonne, Pompidou, à peine revenu d'Iran, tente d'ouvrir rapidement les soupapes de sûreté bloquées par ce qu'il doit appeler dans le privé, l'imbécillité de Peyrefitte, Fouchet et Cie.

Il faut vraiment que Pompidou soit pris à la gorge pour désavouer dans les faits sa police et s'attirer ensuite des reproches amers :

« Nous étions en droit de penser, au moment où le premier ministre rentrant de voyage, donnait satisfaction aux étudiants, que c'était reconnaitre que leurs mots d'ordre étaient valables. On comprend très mal, alors, que les forces de polices aient eu à intervenir. »

(Le secrétaire de la Fédération syndicale de la Préfecture de Police à Radio-Luxembourg.)

Les marxistes disent qu'une situation est révolutionnaire quand les masses populaires désirent ardemment un changement, et quand les oppresseurs commencent à se disputer entre eux.

Pompidou s'empressera de désamorcer le mécontentement policier en lâchant de substantiels avantages financiers... selon une échelle hiérarchisée bien sûr. Les étudiants, à l'esprit politique vif, ne manqueront pas de faire remarquer aux flics dans le Quartier Latin :

« C'est vous qui chargez, c'est vous qui recevez les pavés, et ce sont vos supérieurs qui ont la plus grosse rallonge. Est-ce juste ? »

Bien entendu, Pompidou, soucieux d'inquiéter une partie de la petite bourgeoisie de province, ne manque pas de reprendre la rengaine :

« L'origine immédiate de ces événements se trouve dans la situation créée depuis plusieurs mois à la faculté de Nanterre par un groupe peu nombreux mais très agissant, d'étudiants arrogants, érigeant en doctrines l'action directe et la violence.

Certains individus déterminés, munis de moyens financiers importants et d'un matériel adapté au combat de rue, dépendant à l'évidence d'une organisation internationale, ont pris part aux événements. »

Pompidou se croit fin en reprenant mot à mot les phrases de l'Humanité, **mais s'il pense obtenir des risettes en échange, il se trompe.**

Après une telle manifestation et un tel « gauchisme » potentiel, la direction P.C.F. galope vers les commandes de la locomotive, et, dans l'édito de l'Humanité **du 15 mai, il n'y a pas un mot méchant contre ces milliers de « gauchistes » qui viennent de défiler en colonnes avec leur « matériel adapté au combat de rue », c'est-à-dire leurs casques d'ouvriers du bâtiment en vente dans tous les bazards. René Andrieu réplique vertement au ministre :**

« Si cette manifestation s'est déroulée dans le calme, c'est précisément parce qu'il n'y avait pas de forces de police sur le parcours. »

(à suivre)

Les débuts de cette chronique sont parus dans les nº 19 et 20 de Lutte Ouvrière.

Méthodes staliniennes pas mortes

PARRAINE par un certain nombre d'organisations syndicales et politiques, un gala de solidarité avec la lutte du peuple portugais s'est déroulé, dimanche 1er décembre, à la Mutualité.

Près de 1 500 personnes, dont une grande majorité de travailleurs portugais, assistaient à ce gala, qui présentait le caractère d'une manifestation contre « la dictature salazariste sans Salazar ». Un représentant du Front Politique de Libération du Portugal (Front dont le P.C. portugais forme l'ossature) a expliqué l'objectif de la lutte au Portugal : l'instauration d'un régime démocratique.

A la fin du gala, un petit groupe de militants pro-chinois portugais tenta de s'exprimer. Un de ses militants prit la parole pour dire que l'objectif du prolétariat portugais devait être le socialisme et non l'avènement d'une « démocratie » bourgeoise. A peine avait-il pris la parole que les nervis du service d'ordre du P.C. portugais se précipitèrent sur le groupe et l'expulsèrent sans ménagement en « expliquant » qu'il s'agissait de provocateurs de la PIDE (police politique de Salazar). Mais les brutalités ne se limitèrent pas à l'expulsion de la salle. Dans le hall, des brutes s'acharnèrent sur les militants maoïstes. L'un d'eux fut même précipité, la tête en avant, du perron de la Mutualité, contre une voiture stationnant dans la rue ! Les autres ne purent se dégager qu'après l'intervention de certains spectateurs, indignés par de telles méthodes.

Portugais ou Français, les staliniens, dans la lutte contre « leurs » gauchistes, montrent le même visage du gangstérisme, véritable honte du mouvement ouvrier.

LUTTE OUVRIERE

Directeur Publication :
Michel Rodinson

ABONNEMENTS :

6 mois ..... 15 F
1 an ..... 25 F

ABONNEMENTS DE SOUTIEN :

6 mois ..... 30 F
1 an ..... 50 F

CORRESPONDANCE :

M. RODINSON - Initiative Socialiste -
54, rue Monsieur-le-Prince - PARIS-6e

Distribuée par les N.M.P.P. — Imprimerie MORIAME - Paris